**MINISTERE DE L’AGRICULTURE REPUBLIQUE DU MALI**

**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\* \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**Un Peuple - Un But - Une Foi**

**PROJET D’APPUI A LA COMPETIVITE AGRO INDUSTRIELLE DU MALI**

**CADRE POLITIQUE DE REINSTALLATION DES POPULATIONS (CPRP)**

**RAPPORT FINAL**

**Aout 2016**

TABLE DES MATIERES

[LISTE DES TABLEAUX iii](#_Toc451984484)

[LISTE DES FIGURES iii](#_Toc451984485)

[LISTE DES ACRONYMES iv](#_Toc451984486)

[RESUME vii](#_Toc451984487)

[I. NTRODUCTION 1](#_Toc451984488)

[1.1. Contexte 1](#_Toc451984489)

[1.2. Objet de la mission 1](#_Toc451984490)

[1.3. Méthodologie 1](#_Toc451984491)

[1.4. Structuration du rapport CPRP 2](#_Toc451984492)

[II. DESCRIPTION DU PROJET ET DE LA ZONE D’INTERVENTION 3](#_Toc451984493)

[2.1. Objectif de développement du projet 3](#_Toc451984494)

[2.2. Description des composantes du projet 3](#_Toc451984495)

[2.3. Caractéristique de la zone d’intervention : région de Sikasso 8](#_Toc451984496)

[2.3.1. Situation Géographique 8](#_Toc451984497)

[2.3.2. Population et démographie 9](#_Toc451984498)

[2.3.3. Transport et Economie 9](#_Toc451984499)

[2.3.4. Subdivisions administratives 9](#_Toc451984500)

[III. IMPACTS POTENTIELS DU PROJET SUR LES PERSONNES ET LES BIENS 11](#_Toc451984501)

[3.1. Activités qui engendreront la réinstallation 11](#_Toc451984502)

[3.2. Typologie et analyse des impacts 12](#_Toc451984503)

[3.3. Estimation du nombre de personnes affectées et des besoins en terre 12](#_Toc451984504)

[3.3.1. Caractéristiques socio-économiques du Mali 12](#_Toc451984505)

[3.3.2. Estimation du nombre de personnes et des besoins en terre 13](#_Toc451984506)

[3.3.3. Catégories de personnes affectées 13](#_Toc451984507)

[IV. CONTEXTE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA REINSTALLATION 14](#_Toc451984508)

[4.1. Régime foncier malien 14](#_Toc451984509)

[4.2. Politique Opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque mondiale 17](#_Toc451984510)

[4.3. Comparaison entre la législation malienne et les exigences de la PO 19](#_Toc451984511)

[4.4. Cadre institutionnel national de la réinstallation et Institutions concernées 24](#_Toc451984512)

[4.4.1. Le Ministre de l’Economie et des Finances 24](#_Toc451984513)

[4.4.2. Le Ministère chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières 24](#_Toc451984514)

[4.4.3. Le Ministère de la décentralisation et de la Réforme de l’Etat. 25](#_Toc451984515)

[4.4.4. Le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (MEADD) 25](#_Toc451984516)

[4.4.5. Le Ministère de la Culture, de l’Artisanat et du Tourisme (MCAT) 26](#_Toc451984517)

[V. PRINCIPES, OBJECTIFS ET PROCESSUS DE LA REINSTALLATION 29](#_Toc451984518)

[5.1. Principes et objectifs de la réinstallation 29](#_Toc451984519)

[5.2. Minimisation des déplacements 30](#_Toc451984520)

[5.3. Mesures additionnelles d’atténuation 30](#_Toc451984521)

[5.4. Catégories et critères d’éligibilité 30](#_Toc451984522)

[5.5. Date limite fixée ou date butoir 36](#_Toc451984523)

[5.6. Impacts sur les revenus et assistance à la restauration des revenus 36](#_Toc451984524)

[5.7. Principes généraux du processus de réinstallation 36](#_Toc451984525)

[VI. PREPARATION, REVUE ET APPROBATION DE LA REINSTALLATION 38](#_Toc451984526)

[6.1. Structure d’exécution des Plans d’Action de Réinstallation (PAR) 38](#_Toc451984527)

[6.2. Etude de base et données socio-économiques 38](#_Toc451984528)

[6.3. Procédure d’expropriation 38](#_Toc451984529)

[6.4. Préparation du Plan d’Action de Réinstallation 39](#_Toc451984530)

[6.5. Méthode d’évaluation des biens et détermination des taux de compensation 39](#_Toc451984531)

[6.5.1. Formes de compensations 39](#_Toc451984532)

[6.5.2. Compensation des terres 40](#_Toc451984533)

[6.5.3. Compensation des productions agricoles 40](#_Toc451984534)

[6.5.4. Compensation pour les bâtiments et infrastructures 41](#_Toc451984535)

[6.5.5. Compensation pour perte de revenu pour les activités formelles et informelles 41](#_Toc451984536)

[6.6. Calendrier de réinstallation 42](#_Toc451984537)

[VII. GESTION DES PLAINTES ET CONFLITS 44](#_Toc451984538)

[VIII. IDENTIFICATION, ASSISTANCE ET DISPOSITIONS A PREVOIR DANS LE PAR POUR LES GROUPES VULNERABLES 45](#_Toc451984540)

[IX. CONSULTATION DES PERSONNES AFFECTEES ET PARTICIPATION DU PUBLIC 46](#_Toc451984541)

[X. RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLES 52](#_Toc451984542)

[10.1. Responsabilités de l’exécution de la réinstallation 52](#_Toc451984543)

[10.2. Responsabilités de l’entité chargée de l’exécution du programme 53](#_Toc451984544)

[10.3. Ressources - Soutien technique et renforcement des capacités 54](#_Toc451984545)

[10.4. Plan d’exécution du programme de réinstallation 54](#_Toc451984546)

[10.5. Principes fondamentaux de la mise en œuvre de la réinstallation 56](#_Toc451984547)

[XI. SUIVI ET EVALUATION 57](#_Toc451984548)

[XII. BUDGET ESTIMATIF ET SOURCE DE FINANCEMENT 59](#_Toc451984549)

[12.1. Budget estimatif 59](#_Toc451984550)

[12.2. Sources de financement 59](#_Toc451984551)

# LISTE DES TABLEAUX

[Tableau 1 : Impacts sociaux négatifs du projet sur les personnes et les biens 12](#_Toc451982482)

[Tableau 2 : Comparaison entre le cadre juridique national et les exigences de l’OP 4.12 19](#_Toc451982483)

[Tableau 3 : Matrice d’éligibilité 33](#_Toc451982484)

[Tableau 4 : Principes de l’indemnisation selon la nature de l’impact subi 35](#_Toc451982485)

[Tableau 5 : Formes de compensation 40](#_Toc451982486)

[Tableau 6 : Synthèse des consultations 47](#_Toc451982487)

[Tableau 7 : Arrangements institutionnels de mise en œuvre 52](#_Toc451982488)

[Tableau 8 : Indicateurs de produits habituellement utilisés en réinstallation 58](#_Toc451982489)

[Tableau 9 : Estimation du coût de la réinstallation 59](#_Toc451982490)

# LISTE DES FIGURES

[Figure 1 : Présentation des cinq (5) Cercles du projet PACAM dans la Région de Sikasso 10](#_Toc451982507)

[Figure 2 : Taux de participation générale aux consultations publiques 46](file:///C:/Users/WINNER/Desktop/Doc%20Maïga/issa_CPR_PACAM_for%20RSA%20clearance%20(1)%20pour%20travail.docx#_Toc451982508)

# LISTE DES ACRONYMES

AEDD Agence de l’Environnement et du développement Durable

AEF Exploitations Agricoles Familiales

AGETIER Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements Ruraux

AME Accords Multilatéraux Environnementaux

API Agence pour la Promotion des investissements au Mali

AT Assistance technique

BAD Banque Africaine de Développement

BM Banque mondiale

CDDP Centre de Démonstration, de Diffusion et de Prestations

CES Chargé Environnement et Social é

CGES Cadre de Gestion Environnementale et Sociale

CMDT Cadre des Dépenses à Moyen Terme

CMDT Compagnie Malienne de Développement des Textiles

CP Consultation Publique

CPRP Cadre de Politique de Réinstallation

CSCOM Centre de Santé Communautaire

CSCRP Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté

CT Collectivités Territoriales

CTI Comité Technique Interministériel

DNA Direction Nationale de l’Agriculture

DNACPN Direction Nationale de l’Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

DNEF Direction Nationale des Eaux et Forêts

DNGR Direction Nationale du Génie Rural

DNI Direction Nationale DES Industries

DNPIA Direction Nationale des Productions et Industries Animales

DRACPN Direction Régionale de l’Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

DREF Direction Régionale des Eaux et Forêts

DRS/CES Dispositif de Restauration des Sols/Conservation des Eaux et des Sols

E.U Etats Unis

EA Entreprises Agricoles

EIES Etude d’Impact Environnemental et Social

FCFA Francs CFA

FEBEVIM Fédération des groupements interprofessionnels de la Filière Bétail et Viande du Mali

FIFAM Fédération des Intervenants de la Filière Avicole du Mali

GMM Grands Moulins du Mali

GRN Gestion des Ressources Naturelles

HIMO Haute Intensité de la Main-d'œuvre

IDA Association Internationale de Développement

IER Institut d’Economie Rurale

INSTAT Institut National des Statistiques

Km Kilomètre

MDS Moulins du Sahel

MEADD Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable

MEFP Ministère de l’Economie et des Finances

MIT Moyens intermédiaires detransports

MOU Protocole d’accord

NEPAD Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

NIES Notice d’Impact Environnemental et Social

ODD Objectifs de Développement Durable

ODHD Observatoire du Développement Humain Durable

ODP Objectif de développement du projet

OHVN Office de la haute vallée du Niger

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG Organisation Non Gouvernementale

OPA Organisations Professionnelles Agricoles

OPI Organisation Patronale des Industriels du Mali

PACAM Projet d’Appui à la Compétitivité Agroindustrielle au Mali

PANA Programme d’Action National pour l’Adaptation

PAN-CID Programmes d’Action Nationaux de la convention de lutte contre la Désertification

PAP Personne Affectée par le Projet

PAR Plan d'Action de Réinstallation

PB Procédures de la Banque

PB/PO Procédure de la Banque/Politique Opérationnelle

PDA Politique de développement Agricole

PGES Plan de Gestion Environnementale et Sociale

PIB Produit Intérieur Brut

PIRT Projet Inventaire des Ressources Terrestres

PIRT Projet Inventaire des Ressources Terrestres

PNA Politique Nationale de l’Assainissement

PNA/ERP  Programme National d’Action pour l’emploi en vue de réduire la pauvreté

PNAE Plan National d’Action Environnementale

PNE Politique nationale de l’emploi

PNFP Politique Nationale de Formation Professionnelle

PNISA Programme national d’investissement du secteur Agricole

PNPE Politique Nationale de Protection de l’Environnement

PPTE Pays Pauvre Très Endetté

PRESAN-KI Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro

PRODEFPE Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l’Emploi

PSR Plan Succinct de Réinstallation

PST2 Programme Sectoriel des Transports2

PTF Partenaires Techniques et Financiers

PV Procès-verbal

RNEE Rapport National sur l’état de l’environnement

SACPN Service de l’Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

SNTR Stratégie Nationale du Transport Rural

SOMAGEP Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable

SSES Spécialiste de Sauvegarde Environnementale et Sociale

TDR Termes de Références

UCP Unité de Coordination du Projet

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

USAID United States Agency for International Development

# RESUME

Le Gouvernement de la République du Mali, avec le soutien financier et technique de l’Association Internationale de Développement (IDA), met en œuvre le Projet d’Appui à la Compétitivité Agroindustrielle au Mali (PACAM). Ce projet est un prêt de 30 millions de dollars des Etats-Unis de l’Association Internationale de Développement (IDA).

Cette étude a pour objectif de baliser le terrain concernant les procédures à appliquer pour éviter tout impact social négatif potentiel ou dans le cas échéant réduire au maximum cet impact potentiel afin d’une conformité sociale du projet répondant aux exigences de la Banque mondiale et du gouvernement malien.

L’étude s’est basée sur une large consultation des acteurs clés du projet et l’exploitation d’une documentation pertinente en lien avec le projet.

Il n’est pas envisagé de déplacements physiques de populations dans le cadre du PACAM et les impacts négatifs potentiels qui résulteraient de la mise en œuvre de certaines activités seront limités et pourraient porter notamment sur l’acquisition de terres, la perte de sources de revenus ou de moyens d’existence: destruction de kiosques/boutiques de vente de petits produits de première nécessité (thé, sucre, lait, etc.), d’ateliers de soudure, déplacement temporaire ou définitif de petits commerces (vente de carburant, bois de chauffe, charbon, mangue, eau fraiche, etc.) ; destruction de cultures ou de plantations agricoles et d’arbres fruitiers et à ombrage.

L'estimation du nombre de personnes qui seront affectées par le projet n'est pas réalisable à ce stade du projet. S’agissant des besoins en terre, il faut souligner que le PACAM n’aura pas besoin de nouvelles acquisitions pour les infrastructures déjà existantes et qui sont à réhabiliter (pistes et voies d’accès, centres de collecte) sauf dans les cas où certaines emprises (pistes) sont occupées par des activités socio-économiques. Concernant les nouvelles infrastructures à construire, les besoins maximum en terre sont de l’ordre de 1ha pour 1 centre de collecte (mangue) et moins d’1ha 1 magasin de stockage (maïs).

Durant les consultations, les Elus locaux ont manifesté leur volonté d’accompagner le projet et certains opérateurs concernant l’aliment de bétail se proposent de mettre à disposition du projet des parcelles de terrain avec un titre de propriété (titre foncier) pour la construction d’infrastructures. Cependant, non seulement ces parcelles ne couvriront pas les besoins d’acquisition totale de terre, mais aussi, elles peuvent ne pas répondre aux critères de choix des sites d’infrastructures du projet. Bien que la volonté d’accompagner soit à capitaliser, il faut souligner que le choix des sites constitue toujours une question très sensible au plan social.

Au plan législatif, le Code Domanial et foncier (ordonnance n°00-27/P-RM du 22 mars 2000 et ratifiée par la loi n°02-008 du 12 février2002) déterminent les différents types de domaines ainsi que les conditions et le régime de l’expropriation.

Malgré certaines concordances, la réglementation malienne (procédures et pratiques) en matière de déplacement involontaire et les dispositions de l’OP 4.12 de la Banque mondiale présentent tout de même des divergences : critères d'éligibilité et des catégories d'impact donnant droit à une indemnisation ; définition des préjudices subis ; les occupants irréguliers, les alternatives de compensation, Groupes vulnérables, les délais pour les compensations, le déménagement des PAP, les coûts de réinstallation, la réhabilitation économique et le suivi et évaluation. Chaque fois qu’il y a différence entre la réglementation malienne et les dispositions de l’OP 4 .12 ; ces dernières dispositions seront appliquées.

Plusieurs institutions sont concernées par la réinstallation : le PACAM ; le Ministère chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières ; le Ministère de l’Administration Territoriale et des Collectivités locales; le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (MEADD) ; le Ministère de la culture ; les Commissions foncières régionales ; les Commissions domaniales au niveau des collectivités territoriales ; etc. Ces acteurs n’ont pas tous des compétences en matière préparation et de suivi des activités de réinstallation et doivent être renforcés à cet effet.

Les critères d’éligibilité à la compensation sont (a) les détenteurs d'un droit formel et légal sur les terres, dont les droits coutumiers reconnus par les lois du pays; (b) ceux qui ont des titres fonciers en cours de processus ou les détenteurs d’autres titres reconnus pas les lois du pays, (c) les occupants irréguliers. Il faut préciser que les personnes entrant dans la catégorie (c) n’ont pas droit à des compensations pour pertes de terre, mais seulement à un appui à la réinstallation. L'ayant droit ou le bénéficiaire d'un programme de réinstallation involontaire est toute personne affectée négativement par un projet (PAP) qui de ce fait a droit à une compensation. La date limite d’éligibilité est le démarrage des opérations de recensement.

Le Gouvernement veillera à informer, consulter et donner l’opportunité à ce que les Personnes Affectées par une sous-composante participent à toutes les étapes du processus de manière constructive.

Les personnes qui sont touchées par la mesure de réinstallation doivent avoir à leur disposition un mécanisme clair et transparent de plaintes et gestion des conflits éventuels : mécanismes locaux de résolution à l’amiable ; saisine des instances locales ; saisine de la justice en dernier recours.

Les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation tiendront compte des quatre étapes suivantes : information des collectivités territoriales; Détermination du (des) sous projet(s) à financer ; en cas de nécessité, préparer un PAR ; approbation du PAR.

La procédure d'expropriation comprend : une requête en expropriation ; le décret de cessibilité ; un plan d'expropriation et arrêté fixant le contenu ; une enquête immobilière ; la déclaration d'utilité publique.

Une commission foncière, prévue par le Code domanial et foncier est chargée de l'évaluation des indemnités à verser à l'occupant ou au concessionnaire en cas de reprise du terrain par l'Administration.

Tableau 8 : Arrangements institutionnels de mise en œuvre

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs institutionnels** | **Responsabilités** |
| Unité de mise en œuvre du PACAM; | * Diffusion du CPRP * Approbation et diffusion des PAR * Supervision de la réinstallation |
| Comité de Pilotage du PACAM ; | * Diffusion du CPRP * Supervision de la réinstallation |
| Autorités administratives | * Mise en place des commissions d’évaluation et de conciliation * Suivi de la procédure d’expropriation |
| Responsables des collectivités locales | * Diffusion du PAR, * Suivi de la réinstallation * Information et mobilisation des PAP, * Résolution des conflits, * Identification et libération des sites, |
| ONG d’appui | * Information, formation, sensibilisation |
| Unité de mise en œuvre du PACAM | * Recrutement de l’expert en charge de la mise en œuvre des politiques de sauvegardes * Recrutement du Consultants en charge des études socioéconomiques, les PAR et le S&E * Responsabilité du décret de cessibilité en relation avec les services des domaines * Evaluation de la mise en œuvre |
| Expert chargé la mise en œuvre des politiques de sauvegardes; | * Suivi de la réinstallation et des indemnisations des PAP, * Supervision et soumission des rapports d’activités à l’Unité de mise en œuvre du PACAM |
| Commissions d’évaluation | * Evaluation des biens affectés * Libération des emprises |
| Commission de conciliation et de suivi | * Enregistrement des plaintes et réclamations * Validation du processus d’identification, d’évaluation des biens et d’indemnisation |
| Communautés locales ; | * Participation aux activités du projet * Participation au suivi et évaluation |

Les mécanismes de compensation seront : en espèces ; en nature. Le suivi et l’évaluation seront effectués pour s’assurer que toutes les PAP sont indemnisées, déménagées et réinstallées dans le délai le plus court possible et sans impact négatif.

L'estimation du coût global de la réinstallation et de la compensation sera déterminée durant les études socioéconomiques dans le cadre de l’établissement des PAR. Toutefois, une estimation de 252  000 000 millions FCFA a été faite pour le suivi évaluation du projet, la réalisation des PAR éventuels, et pour prendre en charge la sensibilisation des parties prenantes (collectivités territoriales, acteurs privés dans les domaines de l’aliment bétail et la mangue, communautés locales, etc.); la formation du l’Unité de coordination du PACAM, des membres des commissions d’évaluation et de réinstallation et des acteurs impliqués dans le processus de la réinstallation.

# NTRODUCTION

## Contexte

Le Ministère de l’Agriculture du Mali et la Banque Mondiale préparent un Projet d’Appui à la Compétitivité Agroindustrielle au Mali (PACAM). L’objectif de développement du projet, ces activités ainsi que les zones et acteurs ciblés sont expliqués tout au long du présent document.

## Objet de la mission

Il est possible que la mise en œuvre de certaines activités du projet soit à l’origine de potentiels déplacements de certaines personnes ou d’acquisitions de terres dans les communautés – cibles du projet. Pour atténuer ce risque, une politique de réinstallation/relocation des populations affectées doit clairement indiquer le cadre d’investigation de toutes les sources d’impacts sociaux potentiels sur les communautés et proposer des actions d’atténuation si nécessaire.

A cet effet, en conformité avec les lois et législations du Mali et avec la politique de la Banque mondiale en matière de réinstallation des populations affectées (Politique Opérationnelle PO 4.12) ; le CPRP indique clairement les procédures et modalités institutionnelles pour le respect des dispositions et réglementations nationales et la politique de la Banque mondiale. En particulier, le processus de l’identification des personnes qui pourraient être affectées par l’acquisition des terres, les pertes de biens ou d’accès aux ressources, l’estimation de leurs pertes potentielles, la fourniture de compensations et la restauration des conditions de vie.

Le Cadre Politique de Réinstallation est un instrument de cadrage de la gestion de la réinstallation. Il est utilisé à chaque fois que la zone d’impact des sous-projets et le contenu de ces derniers ne sont pas connus avec précision et l'impact social sur la population du point de vue de déplacement de personnes, de pertes d’activités socio-économiques et d'acquisition de terres n'est pas non plus clairement déterminé.

## Méthodologie

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude est basée sur une approche participative, en concertation avec l’ensemble des acteurs et partenaires concernés par le PACAM, notamment les entreprises agricoles au sein des segments de l’industrie des aliments pour animaux et de la mangue, les organisations interprofessionnelles des chaines de valeurs contribuant aux segments de l’industrie des aliments pour animaux et de la mangue, les acteurs institutionnels concernés par le projet, départements responsables : Agriculture, Elevage, les collectivités locales de la zone d’intervention, etc. Cette démarche a permis de favoriser une compréhension commune du projet avec les différents acteurs, et de rediscuter les aspects sociaux positifs et négatifs concernant le projet PACAM.

Cette démarche participative privilégiée par l’étude a permis d’intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs. Elle est articulée autour de deux axes d’intervention majeurs : (i) collecte et analyse des documents du projet et d’autres documents stratégiques et de planification; (ii) rencontres avec les acteurs et les partenaires principalement concernés par le projet.

## Structuration du rapport CPRP

Le rapport du CPRP est ainsi structuré :

* Introduction ;
* Description du projet ;
* Impacts potentiels du projet sur les personnes et les biens ;
* Cadre juridique et institutionnel de la réinstallation ;
* Principes, objectifs et processus de la réinstallation ;
* Préparation, revue et approbation de la réinstallation ;
* Méthodes d’évaluation des biens et détermination des taux de compensation ;
* Mécanismes de gestion des plaintes et conflits ;
* Identification, assistance et dispositions à prévoir dans le PAR pour les groupes vulnérables ;
* Consultation des personnes affectées et participation du public ;
* Responsabilités organisationnelles ;
* Suivi et évaluation ;
* Budget et sources de financement ;
* Annexes.

# DESCRIPTION DU PROJET ET DE LA ZONE D’INTERVENTION

## Objectif de développement du projet

L'objectif de développement du projet (ODP) est d’inciter à l’investissement dans l'agriculture commerciale et d'accroître la transformation des produits agricoles pour les segments agro-industriels ciblés dans le bassin sélectionné.

L'investissement est défini comme le flux cumulatif des (ré)investissements privés nationaux et étrangers ainsi que son maintien pour les investissements existants et futurs. L'agriculture commerciale fait référence à tous les acteurs privés des segments agro-industriels du projet (y compris les petits et grands producteurs, qui seront associés à la chaîne de valeur de la mangue et à la filière alimentation animale par des modalités contractuelles, les transformateurs, les exportateurs et les commerçants) capables de générer un surplus commercialisable. La transformation se définit comme la conversion des produits agricoles récoltés en produits à valeur marchande. Les segments agro-industriels ciblés désignent les parties spécifiques de l’aliment bétail/volaille et de la chaine de valeur de la mangue que le Projet va spécifiquement soutenir (par opposition à une approche chaine de valeur intégrée). Le bassin sélectionné est le bassin de production agro-écologique de Sikasso-Bamako-Koulikoro dans le sud du Mali.

## Description des composantes du projet

**Composante 1 : Augmenter la transformation et l’exportation de mangues**

Le Projet aidera les agriculteurs à augmenter leur production de mangue autant que possible dans la limite ou cette densification ou expansion peut être soutenue avec les flux de trésorerie actuels et attendus. Le support offert par le Projet, via l’assistance technique (AT), des services de consultants et des formations aux acteurs industriels et orientés vers le marché de la chaîne de valeur de la mangue aidera à créer, renforcer et formaliser des alliances productives[[1]](#footnote-1) avec des entités compétentes de la chaîne de valeur (l’IFM, les coopératives paysannes et des agro-industries).

En participant aux alliances productives, les producteurs bénéficieront de support technique pour satisfaire les besoins des exportateurs et des transformateurs, lesquels s’assureront un approvisionnement régulier. Les exportateurs et les transformateurs pourront aussi jouer le rôle de garants de crédit pour les exploitants agricoles et les coopératives, de façon à faciliter leur accès à des financements.

Les activités à mener seront évaluées sur la base des besoins des exportateurs et des transformateurs, et des capacités réelles des fournisseurs locaux. Les relations contractuelles ne pourront être effectives que lorsque les producteurs locaux seront auront la capacité de s’engager. Ces activités comprendront :

1. Soutenir l’amélioration de la gestion des pépinières et des processus de certification des variétés exportables ;
2. Fournir des services de vulgarisation et d’aide au développement des entreprises pour faciliter des financements pour la réhabilitation, l’amélioration et l’expansion des vergers sous la conduite du secteur privé.
3. Élaborer des contrats d’approvisionnement et autres arrangements contractuels entre acheteurs, pisteurs, et exploitants agricoles pour assurer l’offre stable de produits pour la transformation et l’export.
4. Payer des formations et services de consultants (i) pour appuyer le développement des connaissances relatives aux marchés d’exportation, et faciliter l’adoption de certifications sanitaires et phytosanitaires, de sureté alimentaire, et HACCP, et (ii) pour renforcer les systèmes de traçabilité, logistique et traitement contre les nuisibles (incluant l’usage de solutions TIC) pour satisfaire aux normes des marchés d’export.

**Composante 2 : Améliorer l’accès aux zones de production de mangues**

Cette composante financera deux types d’infrastructures qui sont des contributions physiques à la chaîne de valeur de la mangue : la réhabilitation de 200 km de routes rurales ; et la construction et la modernisation de six installations post récolte incluant des centres de collecte et de conditionnement. L’objectif de cette composante est de rendre possible une distribution ininterrompue et en temps utile de produits agricoles, principalement des mangues, en facilitant l’accès physique aux sites de production, la collecte, et le conditionnement des mangues dans la région de Sikasso.

***(a) Réhabilitation des routes rurales (5,7 millions de USD)***

Cette sous-composante financera des études techniques, des missions de supervision et de contrôle, et des travaux pour l’amélioration de 200 km de routes rurales prioritaires praticables en toute saison sur un total de 1000 km[[2]](#footnote-2) proposés par l’IFM par une approche de traitement des points critiques centrée sur la construction de structures de drainage, de ponceaux, et de petits ponts pour assurer la praticabilité des routes pendant la saison des pluies. Sur les 200 km de routes prioritaires à mettre à niveau : (a) 100 km sont situés dans le district de Sikasso dont le bassin a le rendement le plus élevé du pays pour la production de mangues, et (b) 100 km dans le district de Yanfolila qui a le deuxième rendement le plus élevé au Mali et où se trouve la plus grande usine de transformation de mangues.

***(b) Modernisation des installations de collecte et de conditionnement (0,5 million de USD)***

Cette sous-composante financera des études techniques, des missions de supervision et de contrôle, et des travaux pour 6 installations post récolte pour les mangues (collecte et conditionnement pour la transformation ou l’exportation de fruits frais) : (a) Dans la zone de Sikasso, 3 installations seront modernisées dans le bassin de production « Mandela » (rendement de production de mangues le plus élevé du pays). Chaque installation sera mise à niveau avec l’ajout de services de base comprenant le forage de puits pour avoir accès à l’eau, l’installation d’énergie solaire, l’installation de palettes pour l’emballage, des équipements en filets anti insectes et la construction d’un entrepôt. (b) Dans la zone de Yanfolila, qui ne dispose pas d’installations post récolte, trois installations seront construites et rendues opérationnelles.

**Composante 3 : Promouvoir la production alimentaire animale**

Le secteur de l’alimentation animale comprend les chaînes de valeur des céréales et des oléagineux. Le secteur bénéficie aux acteurs de la chaîne de valeur bétail dont l’alimentation animale constitue un intrant pour la production d’animaux de meilleure qualité. L’appui offert par le projet porte sur le rôle catalyseur qu’il peut avoir sur l’embouche des animaux avec un secteur intégrant des intrants alimentaires (céréales, oléagineux) et des chaînes de valeur bétail. Néanmoins, il devrait également avoir des impacts additionnels sur la production laitière et l’industrie de la volaille.

En facilitant les relations entre l’industrie de l’alimentation animale et les institutions financières, le projet multipliera les occasions d’investissement dans les produits céréaliers et d’élevage, avec pour résultat d’accroître les revenus des fermiers ruraux et des producteurs d’animaux, d’améliorer la valeur nutritionnelle des élevages, et d’aider les transformateurs de produits d’origine animale à satisfaire à la demande sans cesse croissante du marché pour des viandes de haute qualité.

***(a) Développement d’une industrie commerciale axée sur l’embouche des animaux***

Cette sous-composante financera de l’AT, des services de consultants et des formations d’acteurs industriels et orientés vers le marché, actifs dans la croissance du secteur de l’alimentation animale (fermiers, emboucheurs de bétail, producteurs de poulets de chair, d’œufs et de lait). L’AT encouragera des alliances productives entre les fabricants d’aliments de bétail, les grossistes céréaliers, les coopératives paysannes, les producteurs de bétail et les abattoirs.

L’ordre des activités à mener sera évalué sur la base des besoins des acteurs industriels, et de la capacité réelle des fournisseurs locaux. Les relations contractuelles (c’est-à-dire contrat achat-vente ou contrat ferme) ne pourront être effectives que lorsque les fermiers (producteurs) pourront satisfaire les exigences des acheteurs en terme de volume et de qualité. Les activités à appuyer sont :

1. L’identification des facteurs clés de succès pour les Alliances Productives dans les chaines de valeur des céréales et des oléagineux (coopératives, acheteurs, investissements, et renforcement de capacité), et l’établissement à travers un processus sélectif de relations contractuelles (Alliances Productives) entre les coopératives de fermiers, les commerçants céréaliers et les industries de l’aliment bétail, en s’assurant que ces contrats soient mis en œuvre au bénéfice des agriculteurs.
2. Le renforcement de capacités des coopératives (incluant les problématiques de gouvernance et de leadership), et l’aide aux acteurs dans les demandes de financement, dans la création de business plan et dans les interactions avec les institutions financières, ainsi que leur orientation vers des programmes de bailleurs de fonds offrant des instruments de financement.
3. L’amélioration de la qualité du maïs (taux d’humidité et d’impuretés, aflatoxine) et de la disponibilité d’autres intrants pour la fabrication des aliments pour bétail ; et l’assistance technique pour une meilleure utilisation des équipements de récolte et de séchage et de meilleurs systèmes de stockage.
4. Le lancement d’études de faisabilité et l’élaboration d’une analyse de rentabilisation pour la réhabilitation et la construction d’installations de stockage
5. Le renforcement des capacités et la formation pour améliorer les pratiques des transformateurs agro-industriels, et des stratégies pour l’approvisionnement en intrants alternatifs.
6. L’aide à l’élaboration et à la dissémination de trousses technologiques pour une production intensive de bétail et de volaille, y compris des consignes pour la sécurité alimentaire, et des services d’appui vétérinaire et phytosanitaire.
7. L’élaboration et l’assistance à la mise en œuvre de systèmes de gestion pour l’embouche du bétail, la production de volaille, et les installations d’abattage pour l’adoption d’équipements modernes.
8. La recherche, la formation et l’analyse destinées à appuyer les partenaires d’alliances productives au travers de leurs organisations professionnelles et interprofessionnelles. Ce soutient comprend des services conseils pour faciliter l’accès des firmes au marché du Mali et à l’étranger (Côte d’Ivoire, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal).

***(b) Amélioration des infrastructures d’appui au marché***

En vue d’appuyer le développement d’une industrie commerciale de l’embouche animale, le projet financera des études techniques, des missions de supervision et de contrôle et des travaux pour :

1. La modernisation et la construction de 10 installations de stockage post récolte (entrepôts et stockage ventilé) situées près des centres de production et de groupage, y compris l’installation d’équipements (égreneuses à maïs, batteuses, séchoirs) ;
2. La fourniture d’actifs productifs (petites infrastructures et équipements) et de technologies de parc d’embouche qui sont en conformité avec les exigences de sécurité alimentaire et les normes sanitaires et phytosanitaires, pour que les producteurs choisis puissent d’accroître la qualité marchande et la valeur de leurs produits d’élevage.

***Composante 4 : Renforcer les capacités institutionnelles et d’exécution***

Cette composante vise à encourager des investissements dans les secteurs de l’horticulture et de l’alimentation animale, et à appuyer et à renforcer les institutions publiques responsables de l’exécution de la stratégie agro-industrielle au Mali. Le projet va : (a) établir des capacités institutionnelles améliorées et durables aux niveaux des différents ministères, départements et agences impliqués dans la promotion de l’agro-industrie, et (b) renforcer leurs capacités d’exécution, dont les capacités de coordination, de prestations et de S&E.

***(a) Promotion des opportunités d’investissement***

Cette sous-composante financera de l’AT, des services de consultants, des formations, du développement IT et de l’équipement à l’API-Mali afin de générer des investissements dans les secteurs de l’horticulture et de l’alimentation animale. Les activités consisteront en :

1. Améliorer l’image du Mali comme destination agro-industrielle (incluant un site internet, des contacts media, des sondages auprès des investisseurs, un forum des investisseurs, et une certification en matière de gestion de la qualité).
2. Créer et rendre opérationnel un portefeuille d’investisseurs agro-industriels sérieux dans les chaînes de valeur ciblées par le projet (incluant des missions de vente et un programme de suivi).
3. Élaboration et mise en œuvre d’une « stratégie d’accès à la terre » pour des investisseurs (incluant un système d’information géographique) , de façon à faciliter leur compréhension de la législation foncière au Mali, d’éliminer les contraintes actuelles dans la localisation de terres rurales et industrielles, et d’assurer aux investisseurs l’accès à la terre dans des délais appropriés et d’une façon transparente et responsable, en conformité avec les principes de l’Investissement international responsable dans l’agriculture et les Directives volontaires sur la gouvernance foncière responsable.

***(b) Coordination de l’exécution des activités du projet***

Cette sous-composante assurera que les activités du projet sont exécutées conformément au calendrier de travail agréé et à l’Accord de crédit.

L’unité de mise en œuvre du projet (UMOP) sera dotée d’un personnel qui effectuera le suivi au jour le jour de l’exécution du projet, et en particulier de ses responsabilités fiduciaires. En tant que principal organe de coordination, l’UMOP sera responsable de tous les aspects des activités du projet et travaillera de façon étroite avec un cabinet privé, dont elle supervisera les travaux, et d’autres consultants qui pourraient être retenus pour appuyer l’exécution du projet. L’UMOP sera également responsable de la préparation de rapports périodiques et garante du respect par les acteurs et bénéficiaires du projet du Manuel d’exécution du projet (MEP).Une fonction de suivi et évaluation robuste sera en place pour assurer l’achèvement des plans de travail, et mettre à jour régulièrement le cadre de résultats.

Le projet passera un contrat avec un contracteur institutionnel (CI), un cabinet privé, qui aura les mandats suivants : (a) assurer la qualité de l’assistance technique fournie aux acteurs de la chaîne de valeur de la mangue et aux acteurs de l’alimentation animale (Composantes 1 et 3) et (b) vérifier la viabilité commerciale des travaux et équipements financés par le projet (Composantes 2 et 3). Le CI devra disposer d’une solide expérience dans le développement agro-industriel et dans le secteur agro-alimentaire, ainsi qu’une expérience dans la gestion d’opérations agricoles complexes. En plus de fournir des orientations stratégiques et du conseil en transactions, le cabinet privé aura la responsabilité fiduciaire de sous-traiter l’assistance technique, sous les Composantes 1 et 3, et de sélectionner les équipements appropriés sous les Composantes 2 et 3. Finalement, le CI évaluera la viabilité commerciale des institutions d’appui au marché et elle recommandera des options pour la gestion privée de ces installations.

## Caractéristique de la zone d’intervention : région de Sikasso

Le PACAM dans ses sous composantes agro-industrie de l’aliment bétail et de la mangue intervient fondamentalement dans la région de Sikasso.

### Situation Géographique

Située dans l’extrême sud du Mali, la région de Sikasso est limitée au nord-ouest par la région de Koulikoro, au nord-est par la région de Ségou, à l’est par le Burkina Faso, au sud par la Côte d’Ivoire et à l’ouest par la Guinée.

Le relief est constitué de collines, de montagnes au sud, et de vallées et de plaines au centre et au nord. Le massif du Kénédougou culmine à 800 m.

La région de Sikasso constitue une partie du bassin versant du Haut Niger. Elle est traversée par de nombreux cours d’eau, affluents du fleuve Niger : le Sankarani au Nord qui collecte les eaux et les déverse dans le Niger en amont de Bamako et le Bani au sud qui rejoint le Niger à Mopti après avoir collecté les eaux du Baoulé, du Bagoé et du Banifing.

Le climat est de type tropical soudanien, subdivisé en deux ensembles climatiques : la zone soudanienne humide et la zone guinéenne. C’est la région la plus humide du Mali et la plus arrosée (700 à 1 500 mm/an).

La couverture végétale va de la savane arborée à la forêt galerie. Dans la région, le gibier est encore abondant (hippotragues, éléphants, guibs harnachés, singes, phacochères, etc.). Ceci explique en partie la forte implantation de la confrérie des chasseurs (Donzo) dans cette région.

La région de Sikasso compte 26 forêts classées couvrant une superficie de 339 263 ha.

Deux réserves de faune (Siankagougou et Niénendougou) sont localisées dans le cercle de Bougouni, ainsi que deux zones d’intérêt cynégétique (Niénendougou et Banzana).

### Population et démographie

La région comptait 2 625 919 habitants en 2009, []la population a été multipliée par près de 1,5 depuis 1998, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 3,6 % entre 1998 et 2009. Le cercle de Kadiolo a connu la plus forte augmentation de la population (+83 %) suivi par ceux de Koutiala et Yorosso (+50 %).

Les femmes représentent 50,6 % de la population.

La population est composée essentiellement de Sénoufo (Sikasso), de Miniankas (Koutiala), de Peuls (Wassoulou et Ganadougou) et de Samoghos (Kadiolo) etc. Cependant, à cause de ses conditions agricoles favorables, Sikasso reçoit aujourd’hui de nombreuses autres ethnies en provenance d'autres régions du pays (Dogon, Songhaï etc.).

Les langues parlées, en plus du bambara qui est la langue usuelle, sont le minianka, le senoufo, et le bwa ou le bobo, et lefrançais (langue officielle).

### Transport et Economie

La région est desservie par l’Aéroport international de Sikasso de Dignagan. Le réseau routier principal permet la liaison Bamako-Bougouni-Sikasso et Bla-Koutiala-Sikasso et la frontière ivoirienne.

La clémence du climat et la fertilité des sols font de la région « le grenier » du Mali. Les productions agricoles sont en effet importantes : céréales et fruits (notamment les mangues). La culture du coton (1er produit d’exportation du pays) est particulièrement développée (deux tiers de la production malienne). La culture du thé a été développée dernièrement.

Le sous-sol est riche en minerais (lithium, or (mines de Morila, Kalana, Siama), aluminium, nickel, diamant).

La région de Sikasso est la deuxième région industrielle du Mali, après Bamako.

Située au carrefour des pays côtiers, notamment de la Côte d’Ivoire, des pays enclavés (Mali et Burkina Faso) la région a profité des transferts de marchandises mais a subi les contrecoups de la guerre civile de la Côte d’Ivoire.

### Subdivisions administratives

La région de Sikasso est divisée en sept [cercles](https://fr.wikipedia.org/wiki/Collectivit%C3%A9_territoriale_au_Mali#Cercles) : [Bougouni](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Bougouni), [Kadiolo](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Kadiolo), [Kolondiéba](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Kolondi%C3%A9ba), [Koutiala](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Koutiala), [Sikasso](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Sikasso), [Yanfolila](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Yanfolila) et [Yorosso](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_Yorosso) regroupant 147 [communes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Collectivit%C3%A9_territoriale_au_Mali#Communes) : 3 communes urbaines ([Sikasso](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sikasso), [Koutiala](https://fr.wikipedia.org/wiki/Koutiala), [Bougouni](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bougouni)) et 144 communes rurales). La région de Sikasso compte également 1831 villages.

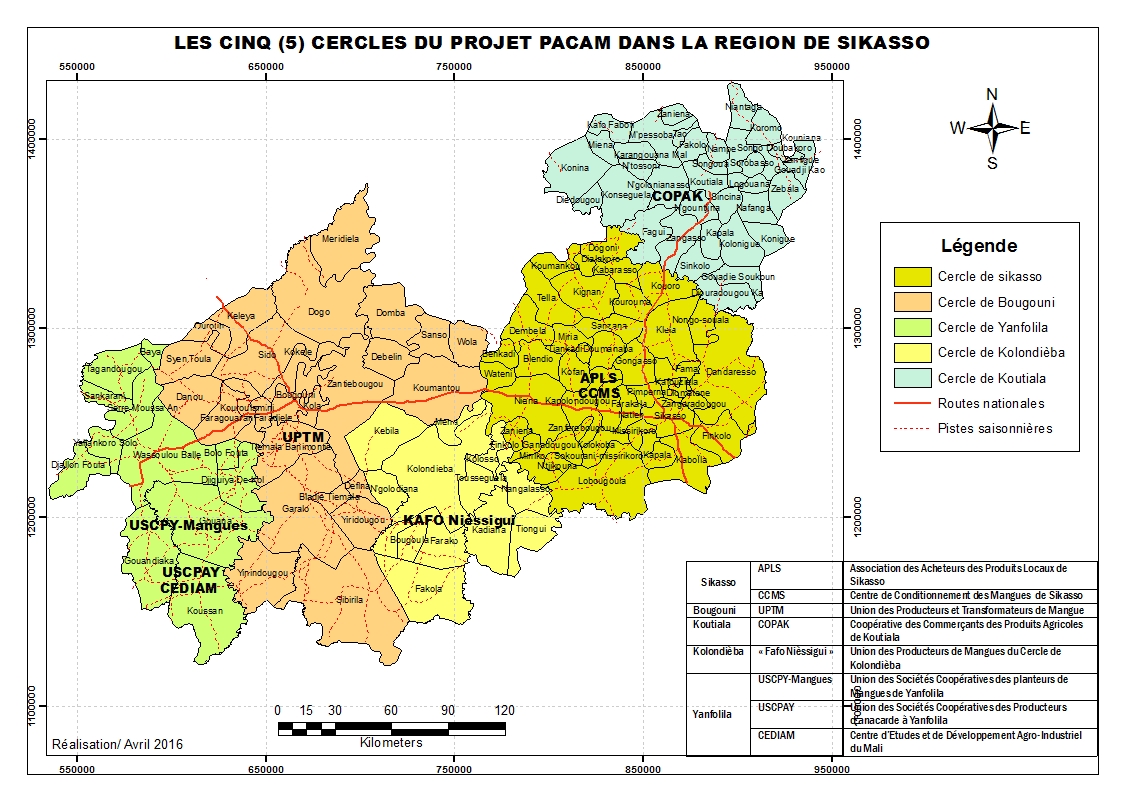


Figure 1 : Présentation des cinq (5) Cercles du projet PACAM dans la Région de Sikasso

# IMPACTS POTENTIELS DU PROJET SUR LES PERSONNES ET LES BIENS

Concernant les impacts, la mise en œuvre des activités du projet sera soumis aux principes de base de la réinstallation indiquant que la réinstallation sera évitée ou minimisée en utilisant toutes les alternatives possibles au moment de l’étude environnementale et technique du projet.

Il n’est pas prévu de déplacements physiques de populations dans le cadre du PACAM et les impacts négatifs potentiels qui résulteraient de la mise en œuvre de certaines activités seront limités et porteront notamment sur l’acquisition de terres, la perte de moyens de production, la perte de sources de revenus ou de moyens d’existence.

En de pareils cas, les dispositions juridiques du Mali et celles de la Politique opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque mondiale devront s’appliquer pour éviter aux personnes affectées les conséquences socio-économiques négatives qui en découlent. Une des principales exigences de la PO 4.12 est de minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l’expropriation de terres, en étudiant les alternatives viables lors de la conception du projet. Il s’agira notamment de renforcer la collaboration entre les différents intervenants (populations et communautés concernées, administration, collectivités territoriales, autorités coutumières, services techniques etc.) dès la phase d’identification du site afin que les aspects sociaux et environnementaux soient pris en considération lors la conception des interventions.

Même si les responsables communaux rencontrés manifestent leur volonté d’accompagner le projet et que certaines coopératives de commerçants céréaliers ont même annoncé la disponibilité de sites (terrain) avec titre foncier au nom de leur organisation pouvant être mis à la disposition du projet, il se posera toujours la question du site et de son choix. Les sites actuels annoncés répondront-ils aux exigences qui seront définies ? Qu’en est-il des sites pour les centres de collecte? En la matière, le choix du site doit être consensuel et un site pressenti peut faire l'objet de conflits, si des personnes en revendiquent la propriété ou sont en train de l’utiliser à des fins agricoles, commerciales, d’habitations, etc.

Ainsi, le choix du site et son aménagement pourraient déboucher sur une procédure d'expropriation, c’est pourquoi il est toujours recommandé de chercher des alternatives techniques qui éviteraient les cas d’expropriation. Le choix du site qui doit s’assurer au maximum d’éviter de toucher des biens ou de porter préjudice au bon déroulement d’activité socioéconomique se fera sur la base d’un large consensus à travers l’implication de toutes les parties prenantes (producteurs et commerçants, Elus locaux et chef traditionnels, responsables de services techniques déconcentrés de l’Etat, etc.). Si l’acquisition des terres devient indispensable pour la réalisation du projet en dépit des efforts entrepris pour l’éviter, l’accent doit porter sur l’information et la sensibilisation des populations afin de faciliter la cession des terres sur un mode plus consensuel.

## Activités qui engendreront la réinstallation

Les activités de construction d’infrastructures de stockage post récolte (silos, magasins) ; les activités de réhabilitation de routes d’accès ; de voie de desserte ; les activités de construction de centres de collecte ; pourraient nécessiter la libération d’emprise et donc engendrer la réinstallation.

## Typologie et analyse des impacts

La mise en œuvre de certaines activités pourrait induire les impacts sociaux négatifs décrits dans le tableau ci-après : cessation partielle et permanente d’activité commerciale et vente, destruction de cultures ou de plantation agricole, etc.

Tableau 1 : Impacts sociaux négatifs du projet sur les personnes et les biens

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Eléments projet** | **Activités** | **Impacts sociaux négatifs** |
| **Filière aliments pour animaux** | * Construction de silos ; * Construction de magasins ; * Construction de route d’accès. | * Perte potentielle de terre ; * Pertes de champs ou d’arbres fruitiers, * Perte de revenus ou de moyens d’existence |
| **Filière mangue** | * Réhabilitation des voies d’accès, * Réhabilitation des voies de desserte, * Réhabilitation des centres de collecte, * Construction de centres de collecte | * Perte potentielle de terre ; * Pertes de champs ou d’arbres fruitiers, * Perte de revenus ou de moyens d’existence, |

La PO 4.12 suggère que la réinstallation soit évitée autant que possible, et quand ce n'est pas possible, de réduire au minimum l'ampleur et les contraintes liées à l'acquisition de terre, à la réinstallation des personnes et à la restauration des revenus des personnes affectées (PAP). Les études à effectuer ultérieurement, notamment celles liées à la localisation des sites d’intervention devront déterminer si l’élaboration de PAR pourrait être envisagée.

## Estimation du nombre de personnes affectées et des besoins en terre

### Caractéristiques socio-économiques du Mali

La population du Mali est estimée à **14 517 176 habitants (RGPH 2009)**. Soixante-huit pour cent environ (67,8 %) de la population vit en milieu rural et 32,2% en milieu urbain. En effet, dans la région saharienne on observe moins de 5 habitants/ km² alors que dans la région du Delta Intérieur, la densité dépasse 90 habitants par km². L’estimation du taux de pauvreté au Mali est de 64% (MEA, 2009) et la pauvreté touche essentiellement les populations vivant dans les zones arides ou à sol fragile et qui tirent leur subsistance de l’agriculture et de l’élevage. Le taux brut de scolarisation primaire est passé de 39% en 1995 pour attendre 77,6% en 2007 (MEA, 2009). Cependant, il est plus important pour les garçons (87,5%) que pour les filles (68%). L’espérance de vie à la naissance est de 48 ans. Le taux de mortalité infantile s’élevait à 103 pour mille en 2008. Ce taux est plus élevé en milieu rural (122 pour mille) qu’en zone urbaine : 83 pour mille (MEA, 2009). L’économie du Mali repose essentiellement sur le secteur des services (39% du PIB) et le secteur de l’agriculture (36,5% du PIB), le reste, 24% du PIB, est représenté par le secteur de l’industrie.

### Estimation du nombre de personnes et des besoins en terre

L'estimation du nombre de personnes qui seront affectées par le projet n'est pas réalisable à ce stade de l’étude. Une étude socio-économique spécifique sera nécessaire pour déterminer le nombre de personnes affectées par le projet quand les sites d’implantation des infrastructures seront connus.

S’agissant des besoins en terre, il faut indiquer que le PACAM n’aura pas besoin de nouvelles acquisitions pour les infrastructures déjà existantes  (pistes, centres de collecte qu’il faudra réhabiliter) bien que le projet aura à vérifier au moment de la mise en œuvre, la libération de l’ensemble des emprises et analyser les alternatives de cette libération avant confirmation pour le cas des pistes.

Concernant les nouvelles installations, les besoins en terre peuvent atteindre seulement 1ha par centre de collecte construit et un peu moins d’1ha par magasins de céréales mis en place.

### Catégories de personnes affectées

Trois grandes catégories de personnes peuvent être affectées par les impacts potentiels de l’exécution du PACAM. Ce sont : les individus, les ménages, certaines catégories de personnes vulnérables, et les personnes morales.

* *Individu affecté :* Dans le cadre du PACAM certaines activités pourraient engendrer des dommages susceptibles de remettre en cause l’intérêt matériel de certains individus(agriculteurs, commerçants, petits vendeurs) se trouvant dans une emprise et qui pourraient se voir contraints de laisser ou déplacer leurs activités en raison de la réalisation du projet. Ces sujets constituent donc des personnes affectées par le projet*.*
* *Ménage affecté***:** Un dommage causé à un membre de famille par le projet peut porter préjudice à tout le ménage. Un ménage peut également être contraint d’abandonner sa terre ou son habitation à cause des réalisations du projet ou éprouver des difficultés à subvenir aux besoins du ménage en raison de contraintes économiques générées par l’avènement du projet.
* *Ménages vulnérables***:** ce sont ceux dont la vulnérabilité risque de s’accroître du fait du processus de réinstallation. Il s'agit de ménages nécessitant de bénéficier en plus des mesures de compensation ; de mesures additionnelles d’atténuation. Ces ménages vulnérables comprennent principalement : les femmes, les enfants, les jeunes sans emplois, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap.
* *Personnes morales : ce sont les associations, les GIE, etc. dont* les terres ou autres biens (bâtiment,….) peuvent être affectés.

# CONTEXTE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA REINSTALLATION

Le contexte légal du CPRP se rapporte également à la législation foncière qui régit l’acquisition des terres et la réinstallation au Mali. Le CPRP présente une analyse comparée de la législation nationale et de la Politique de la Banque mondiale en l’occurrence la PO.4.12.

## La constitution du Mali

La constitution du Mali dans son titre premier relatif aux *droits et devoirs de la personne humaine* indique à son article 13 que le droit de propriété est garanti et que nul ne peut être exproprié que pour cause d’utilité publique et contre une juste et préalable indemnisation. Selon la constitution du Mali, la liberté d’entreprendre est garantie (art.14). Toute personne à droit à un environnement sain. La protection, la défense de l’environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour tous et pour l’Etat (art.15).

## Régime foncier malien

Le Code domanial et foncier (ordonnance n°00-27 du 22 mars 2000 modifiée par la loi de ratification nº02-008 du 12 février 2002) et la loi n° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales, régissent le système domanial et foncier malien. C’est ainsi que les terres du domaine national se divisent en trois catégories :

* les domaines public et privé de l’État ;
* les domaines public et privé des collectivités territoriales ;
* le patrimoine des autres personnes physiques et morales.

Les domaines public et privé de l’État : le domaine public de l’État se compose du domaine public naturel et du domaine public artificiel.

* le domaine public naturel comprend les sites naturels déterminés par la loi tels que l’espace aérien, les cours d’eau navigables ou flottables, les sources et cours d’eau non navigables ni flottables, les lacs et étangs, et les nappes d’eau souterraines.
* le domaine public artificiel comprend notamment les routes, les voies ferrées, les voies de communication de toutes natures et leurs dispositifs de protection, les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les digues fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage, ainsi que les dépendances de ces ouvrages. La constitution du domaine public artificiel se fait sur la base d’une immatriculation. Tout ce domaine est géré par le ministre chargé des domaines.

Le domaine privé immobilier de l’État est défini par la constitution (article 28) et comprend notamment, les terres faisant l’objet de titre foncier et les droits réels immobiliers établis ou transférés au nom de l’État ; les terres non immatriculées y compris celles vacantes et sans maîtres ; les terres sur lesquelles s’exercent des droits fonciers coutumiers d’usage et de disposition ; les terres sur lesquelles s’exercent des droits d’usage ou de disposition en vertu des règles de droit écrit ; les dépendances du domaine forestier, pastoral ou minier ; et certains biens et droits immobiliers privés placés sous la sauvegarde de l’État à titre provisoire.

Le décret n°01-040/P-RM du 2 février 2001 a déterminé les formes et conditions d’attribution des terrains du domaine privé immobilier de l’État. C’est ce qui fait que les terrains du domaine privé immobilier de l'État, peuvent être attribués pour une concession rurale, par cession, location et affectation.

Les domaines public et privé des collectivités territoriales : le domaine public des collectivités territoriales est organisé par le Code domanial et foncier (titre IV) et est complété par la loi n° 96-050 précitée. Il comprend:

* le domaine public composé de tous les immeubles et meubles déterminés comme tels par la loi ou ayant fait l'objet d'une procédure spéciale de classement (aménagements et ouvrages d'utilité publique réalisés pour des raisons d'intérêt régional, de cercle ou communal ainsi que les terrains qui les supportent, déterminés par la loi ou ayant fait l'objet d'une procédure de classement,…) ;
* le domaine privé composé de tous les meubles, les immeubles et droits immobiliers détenus par celles-ci. Il appartient aux collectivités territoriales de délivrer les permis d’occuper sur leur domaine. Le permis d'occuper, octroyé par le maire, après avis du conseil de quartier et accord du conseil municipal, ne peut porter que sur un terrain urbain, à usage d'habitation.

Loi n°2012-007 du 7 Avril 2012 portant code des collectivités territoriales donne au conseil municipal des compétences en matière foncière (aménagement de l’espace communal, implantation et gestion des équipements collectifs).

Le patrimoine des autres personnes physiques et morales : les terres appropriées de manière privée sont celles dont le titre foncier est établi au nom d’une personne privée ou publique, physique ou morale, autre que l’État ou les collectivités territoriales. Ces terrains sont soumis à la réglementation applicable à la propriété foncière, soit les titres III (Du domaine privé immobilier de l’État), IV (chapitre 2 : Du domaine privé immobilier des collectivités territoriales) et VI (De la propriété foncière) du Code domanial et foncier et les règles applicables du Code civil.

Droit coutumier : le code domanial et foncier traite du droit foncier coutumier (Titre II, chapitre III, articles 43 à 47). Selon ce code (Titre II, article 43), les droits coutumiers exercés collectivement ou individuellement sur les terres non immatriculées sont confirmés. Le titre VII de la loi no 02-008 concerne l'expropriation pour cause d'utilité publique. L’article 225 du code domanial et foncier indique que nul ne peut être exproprié si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Encore à l’an 2000, le code domanial et foncier a prévu un chapitre spécial (chapitre III) sur les droits coutumiers parce que ces droits avaient été reconnus depuis 1955. Cette reconnaissance avait été mise en parenthèse dans le code domanial et foncier de 1986 à travers une expression dubitative. Le législateur malien en 2000 a fait un grand pas en exigeant que sur ces droits coutumiers (oraux) on y applique les procédures utilisées en cas d’expropriation des bénéficiaires de titres fonciers. Cela pour protéger les détenteurs de ces droits contre les abus de l’administration (évictions multiples, recasement intempestifs et éternels).

Procédures d’expropriation du Mali : les articles 225 à 262 du Code domanial et foncier traitent de l’expropriation en son titre VII.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice.

‘’Nul ne peut être exproprié si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnisation’’ (article 225). Le régime de l’expropriation ne s’applique qu’aux immeubles immatriculés (art.226). Le préjudice doit être direct en ce sens qu'il doit naître de l'expropriation. Le dommage indirect n'est pas indemnisé, dans l'application de la législation nationale.

L'expropriation d'un bien ou d'un droit privé (terrain, bâtiment, droits immobiliers, etc.) pour cause d'utilité publique, est possible quel que soit le statut ou la protection dont bénéficie le bien. Le bien peut être exproprié en tout ou en partie. La procédure d'expropriation aboutit à une prise de possession du bien par l'Etat ou la personne morale concernée et implique, en terme de compensation, le désintéressement du propriétaire ou du titulaire du droit réel immobilier en numéraire.

La mise en œuvre des déplacements involontaires ainsi que l'application des lois et règlements établis dans ce domaine sont assurés par des structures étatiques, appuyées en cela par d'autres types d'institutions comme les collectivités locales, les fondations, les ONG, etc.

L'État y intervient à travers son administration centrale et ses organes déconcentrés.

Ainsi, l’utilité publique est déclarée :

* Soit expressément, dans l’acte qui autorise les travaux d’intérêt public projetés ;
* Soit par une déclaration complémentaire, lorsque l’acte qui autorise les travaux ne déclare l’utilité publique. Si l’acte qui autorise lesdits travaux est une loi ou un décret, la déclaration d’utilité publique peut être faite par décret en conseil des ministres.
* Il faut noter que dans le délai d’un an à partir du décret de cessibilité, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation ou amélioration ne peut être effectuée sur les terrains situés dans une zone fixée dans ledit acte, sans autorisation du ministre chargé des domaines.
* L’acte déclaratif d’utilité publique peut désigner immédiatement les propriétés atteintes.
* Dès la déclaration d’utilité publique (DUP), le ministre chargé des domaines prend un arrêté de cessibilité à moins que l’acte déclaratif d’utilité publique ne désigne les propriétés auxquelles l’expropriation est applicable.
* Cet arrêté, qui désigne les propriétés atteintes par l’expropriation, doit intervenir un an au plus tard à compter de la publication de l’acte déclaratif d’utilité publique.
* L’acte déclaratif d’utilité publique doit être précédé d’une enquête de *commodo/incommodo*. À cet effet, le projet est déposé, avec un plan indiquant les titres fonciers concernés, à la mairie si les immeubles sont situés dans une commune ou dans les bureaux de l’administrateur, pendant une durée d’un mois à compter de la date de dépôt.

.

* L’avis de ce dépôt doit être donné par les soins de l’autorité administrative, aux moyens d’affiches apposées sur les immeubles concernés et dans les lieux habituels d’affichage.
* Dans les cas d’urgence, la durée de l’enquête pourra être réduite à huit jours. L’arrêté de cessibilité est publié au journal officiel et dans un journal autorisé à publier les annonces légales. Il est notifié, sans délai, par l’autorité administrative aux propriétaires intéressés, ainsi qu’aux occupants et usagers notoires.
* Dans un délai de deux mois à compter des notifications, les propriétaires intéressés sont tenus de faire connaître les locataires et, d’une manière générale, tous les détenteurs de droits réels sur les immeubles, faute de quoi ils restent seuls chargés de payer les éventuelles indemnités d’expropriation dues à ces derniers.Tous les autres intéressés sont tenus, à peine de déchéance de leurs droits, de se faire connaître dans le même délai.

## Politique Opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque mondiale

La politique opérationnelle OP/BP 4.12 "Réinstallation Involontaire" s’applique lorsqu’un projet est susceptible d'entraîner, des impacts sur les moyens d'existence, l'acquisition de terre ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles avec comme conséquence une réinstallation involontaire. Les objectifs poursuivis par la politique de réinstallation sont les suivants :

1. l’acquisition des terres et la réinstallation involontaire seront évitées autant que possible, ou minimisées en explorant toutes les alternatives viables possibles. Il s’agira par exemple d’identifier des activités et des sites qui minimisent l’acquisition des terres et limitent le nombre de personnes susceptibles d’être impactées.
2. lorsque l’acquisition des terres et la réinstallation involontaire sont inévitables, les activités de réinstallation et de compensation seront planifiées et exécutés comme des activités du projet, en offrant des ressources d’investissement suffisantes aux personnes déplacées pour qu’elles puissent partager les bénéfices du projet. Les personnes déplacées et compensées seront dûment consultées et auront l’occasion de participer à la planification et à l’exécution des programmes de réinstallation et de compensation.

Les personnes déplacées et compensées recevront une aide dans leurs efforts d’amélioration de leurs moyens d’existence et de leur niveau de vie ou tout au moins de les ramener, en termes réels, au niveau d’avant le déplacement.

Les personnes affectées sont celles qui subissent les conséquences économiques et sociales directes dues à des projets d’investissement financés par la Banque et sont provoquées par :

a) le retrait involontaire de terres provoquant :

* une relocalisation ou une perte d’habitat ;
* une perte de biens ou d’accès à ces biens ; ou
* une perte de sources de revenu ou de moyens d’existence, que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site ; ou
* la restriction involontaire de l’accès à des parcs définis comme tels juridiquement, et à des aires protégées entraînant des conséquences négatives sur les moyens d’existence des personnes déplacées.

La réinstallation est l’ensemble des mesures destinées à atténuer les impacts négatif du projet sur les personnes qui se trouvent sur les terres qui seront acquises par le projet. La réinstallation peut être physique lorsqu’elle affecte non seulement les moyens de subsistance des PAP mais également leur lieu de résidence. Dans ce cas, la relocalisation physique consiste à compenser les PAP pour l’ensemble de leurs pertes de moyens de subsistance tout en relocalisant leurs résidences sur un site d’accueil. La réinstallation peut être dite « économique » lorsque les PAP ne perdent pas leurs résidences, mais seulement leurs moyens de subsistance tels que leurs terres agricoles, vergers, arbres fruitiers, etc.

La compensation est le paiement en liquide ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, structures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.…) perdus à cause d’une déclaration d’utilité publique.

L’appui à la réinstallation est l’appui fourni aux personnes affectées par le projet. Cet appui peut, par exemple, comprendre le transport, l’aide alimentaire, l’hébergement et/ou divers services offerts aux personnes affectées durant le déménagement et la réinstallation. Il peut également comprendre des indemnités en espèces pour le désagrément subi du fait de la réinstallation et pour couvrir les frais de déménagement et de réinstallation.

La politique de réinstallation s’applique à toutes les composantes du projet, et à toutes les personnes affectées, quel qu’en soit le nombre, la gravité de l’impact et si elles ont ou non un titre légal à la terre.

Une attention particulière sera portée aux besoins des personnes vulnérables parmi ces groupes affectés et en particulier ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté : les femmes, les enfants, les jeunes sans emplois, les personnes âgées et les personnes avec handicaps ; les petits propriétaires et producteurs familiaux dont les moyens sont très limités ou autres personnes affectées qui pourraient ne pas être protégées dans le cadre de la législation nationale sur la compensation pour la terre.

Les communautés des zones affectées doivent avoir l’opportunité de participer aux activités du projet et doivent être consultées et impliquées dans le processus de planification.

Le Gouvernement veillera à ce que les communautés affectées reçoivent une compensation conséquente afin qu’au moins leurs revenus d’avant le projet soient restaurés.

## Comparaison entre la législation malienne et les exigences de la PO

Tableau 2 : Comparaison entre le cadre juridique national et les exigences de l’OP 4.12

| **Thèmes** | **Législation malienne** | **PO 4.12** | **Observations** | **Recommandations** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réinstallation** | Le CDF, titre VII, article 225 traitant de l’expropriation dans le cadre de projet déclaré d’utilité publique, stipule que ‘’Nul ne peut être exproprié si ce n’est pour cause d’utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnisation. Toutefois, les modalités de mise en œuvre des actions de réinstallation n’y sont pas traitées | La PO 4.12 s’applique à toutes les composantes du projet entraînant une  réinstallation. Il est nécessaire d’éviter autant que possible la réinstallation des populations, prévoir des actions de réinstallation, en mettant en place les ressources suffisantes pour les personnes touchées. | En cas de déplacement des populations, les actions de réinstallation sont obligatoires dans la procédure de la PO.4.12 | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Compensation en espèces** | La législation nationale- titre VII-article 225 et 262, autorisent la compensation en espèce. Il est précisé que les indemnités doivent être suffisantes pour compenser les pertes subies et réparer l’intégralité du préjudice. | PO 4.12, par. 12:  Le paiement en espèces d’une  compensation pour perte de biens est acceptable dans les cas où :  a) les moyens d’existence étant tirés des ressources foncières, les terres prises par le projet ne représentent qu’une faible fraction de l’actif affecté et le reste de l’actif est économiquement viable ;  b) des marchés actifs existent pour les terres, les logements et le travail, les personnes déplacées utilisent de tels marchés et il y a une offre disponible  suffisante de terres et d’habitations ; où enfin  c) les moyens d’existence ne sont pas fondés sur les ressources foncières | Cohérence entre la législation nationale et les exigences de la PO 4.12 |  |
| **Compensation en nature** | L’article 2 du CDF, relatif au domaine national, prévoit en cas de désaffectation, lorsque l’intérêt général l’exige, que la victime reçoive une parcelle équivalente à titre de compensation. Toutefois, ceux qui disposent d’autorisations pour occuper le domaine public naturel ou artificiel ne reçoive aucune forme de compensation. | PO 4.12, par. 11:  Les stratégies de réinstallation sur des terres devront être privilégiées en ce qui concerne des populations déplacées dont les moyens d’existence sont tirés de la terre. A chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terres fournies aux personnes réinstallées doivent avoir une combinaison de potentiel productif, des avantages géographiques et d’autres facteurs au moins équivalents aux avantages des terres soustraites. | Certaines dispositions de la législation malienne  prévoient l’affectation de  nouvelles terres en lieu et place de celles retirées.  D’autres dispositions en revanche ne prévoient aucune forme de compensation. Selon l’article 43 du CDF, ‘’les droits coutumiers exercés collectivement ou individuellement sur les terres non immatriculées sont confirmés’’. | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Alternatives de compensation** | Le CDF ne prévoit pas d’alternatives en dehors des indemnisations ou la compensation en terre. | PO 4.12 par. 11 : Si les personnes choisissent une autre option que l’attribution de terres, ou s’il n’y a pas suffisamment de terres disponibles à un coût raisonnable, il faudra proposer des options non financières fondées sur des perspectives d’emploi ou de travail indépendant qui s’ajouteront à une indemnisation en espèces pour la terre et d’autres de moyens de production perdus. | Existence de divergence par rapport aux alternatives offertes par la PO 4.12 | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Occupants irréguliers** | Titre VII, articles 225 et 262 du CDF, relatifs à l’expropriation et la compensation ne prévoit pas d’indemnisation ou d’aide quelconque en cas de retrait des terres du domaine public de l’Etat | PO 4.12, par. 16:  Les personnes relevant du par.15 c)  reçoivent une aide à la réinstallation en  lieu et place de la compensation pour  les terres qu’elles occupent, et toute  autre aide, en tant que de besoin, aux  fins d’atteindre les objectifs énoncés  dans la présente politique, à la  condition qu’elles aient occupé les  terres dans la zone du projet avant une  date limite fixée.  PO.4.12. par. 6. b) i) et c) :  Si une relocalisation physique est  nécessaire, les personnes déplacées  doivent bénéficier d’une aide telle que  des indemnités de déplacement durant  la réinstallation. | Une divergence existe entre la politique de la Banque Mondiale et la législation malienne. En effet, aucune aide ou indemnisation n’est prévue en cas de retrait de terre du domaine public de l’Etat. En revanche, la politique PO.4.12.de la BM exige une indemnisation ou l’octroi d’une aide. | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Groupes vulnérables** | Aucune disposition spéciale pour les groupes vulnérables | PO.4.12., par. 8:  Pour que les objectifs de la politique de réinstallation soient pleinement respectés, une attention particulière est à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées,  notamment les personnes vivant en  deçà du seuil de pauvreté, les  travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l’objet d’une protection particulière dans la législation nationale. | Les groupes vulnérables mentionnés dans la politique de la Banque mondiale ne sont pas protégés réellement par la législation nationale. Il est nécessaire en cas de mise en œuvre de la réinstallation de prêter une attention particulière à ces personnes. | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Litiges** | Une commission de conciliation est prévue par les textes pour régler les litiges. Elle constate ou cherche à réaliser l'accord des parties sur le montant des indemnités à calculer. La commission est convoquée par la direction des domaines qui en assure le secrétariat.  A défaut d'accord amiable, le plaignant pourra saisir la justice. | Annexe A PO.4.12. par. 7 b) ; Annexe  A PO.4.12. par. 16 c) Annexe A par.  17: prévoir les procédures judiciaires  avec des délais raisonnables, un coût  abordable et à la portée de tous en  favorisant les mécanismes alternatifs  tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités  coutumières. | La lenteur des procédures judicaires rend difficiles l’application de certaines dispositions nationales dans des délais raisonnables. | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Consultation** | Enquête *commodo et incommodo*qui sert à déterminer les avantages et inconvénients du projet pour le public. | Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à tout le processus de réinstallation conformément au paragraphe 2 b) de la PO.4.12.;  13 a) Annexe A par. 15 d) ; Annexe A  par. 16 a) ; | La participation de la population se limite à l’enquête de consultation, dans la législation nationale, alors qu’elle est plus large dans la PO 4.12. | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Coûts de réinstallation** | Non mentionné dans la législation | Payable par le projet |  | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Réhabilitation économique** | Non prévue par la législation malienne | Nécessaire dans les cas où les revenus sont touchés ; les mesures introduites  dépendent de la sévérité de l’impact  négatif | Ecart | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |
| **Suivi & Evaluation** | La législation nationale n’en fait pas cas | Nécessaire pour mener à bon terme la réinstallation | Ecart | Prise en compte de de la politique  opérationnelle de la BM. |

## Cadre institutionnel national de la réinstallation et Institutions concernées

## Le Ministre de l’Economie et des Finances

Il prépare et met en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l’Etat. Il est le garant de la mobilisation des fonds pour les besoins de la mise en œuvre du projet.

## Le Ministère chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

Il appui dans l’élaboration et l’obtention du document de déclaration d’utilité publique ainsi que dans l’élaboration, l’application ou le contrôle de l’application de la législation domaniale et foncière ; la mise en place des cadastres, le recensement et l’immatriculation des bâtiments et ouvrages publics et le suivi de leur réalisation, de leur affectation et de leur entretien ;

Il appui à :

* la définition et à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux.
* l’élaboration et le contrôle de l’application des règles relatives à l’urbanisme ;
* la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction ;
* l’élaboration et le contrôle de l’application des règles relatives à la construction et à l’urbanisme ;
* la mise en œuvre de programmes de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés, en rapport avec les acteurs du secteur privé et des citoyens.

**Les Services Nationaux et Régionaux des domaines, du cadastre et des affaires foncières**

Les terres de remplacement à acquérir pour les PAP pourraient être situées dans des nouvelles zones pour lesquelles il sera nécessaire d’établir de la documentation sécurisante au nom des PAP. L’obtention de cette documentation dans les délais de la mise en œuvre du PAR ne peut être réussie sans l’appui actif de ces services.

Ils mettent en œuvre la législation et la réglementation domaniale, foncière et cadastrale et veillent à la délimitation des biens des domaines immobiliers du projet ; ainsi qu’à l’étude de toutes les questions relatives à ces biens. Ils assurent l’établissement et la tenue des documents fonciers et cadastraux relatifs au projet.

Au niveau du Ministère de Affaires Foncières et de l’Urbanisme, il est prévu une commission d’évaluation et d’indemnisation. Mais, de plus en plus, dans le cadre de certains projets, des commissions *ad hoc* sont aussi mises en place pour s’occuper de la question de l’indemnisation. Ces commissions comprennent généralement les personnes suivantes :

* le préfet ;
* le représentant de la Direction Nationale de l’Assainissement, Contrôle des Pollutions et Nuisances;
* le préfet de la localité concernée ou du Sous-préfet qui sera délégué ;
* le maire du lieu où les travaux vont être exécutés ;
* le responsable de la Commission domaniale de la Mairie ;
* le chef de village de la zone qui va être touchée ;
* le responsable du projet en charge des travaux ;
* les représentants des PAP ;
* les responsables des associations des quartiers concernés ;
* le responsable de l’ONG d’appui.

Par ailleurs, la commission peut se faire assister par toute personne en raison de sa compétence, si elle le juge nécessaire.

## Le Ministère de la décentralisation et de la Réforme de l’Etat.

Il peut jouer un rôle dans :

* l’organisation du contrôle du fonctionnement des organes des collectivités territoriales,
* la coordination et le contrôle de l’action des représentants de l’Etat dans les circonscriptions administratives ;
* l’élaboration et le suivi de l’application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements….

## Le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (MEADD)

Il intervient dans la supervision pour :

* l'amélioration du cadre de vie des populations ;
* la mise en œuvre d’actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
* la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l’ensablement des cours d’eauet les changements climatiques ;
* la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économiquement efficace et socialement durable;
* l'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
* la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
* la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et nuisances ; l’élaboration et le suivi de l’application de la législation relative à la chasse, à l’exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
* la sauvegarde, l’entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées, la création de nouvelles forêts classées ;
* la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'environnement.

**Les Services nationaux et régionaux de l’environnement, de l’assainissement et du développement durable**

Ils veillent à la prise en compte des questions environnementales et à la mise en œuvre des mesures arrêtées en la matière ainsi qu’au respect des normes nationales en matière d’assainissement, de pollutions et nuisances. Ils accompagnent la mise en œuvre du PAR notamment dans la sensibilisation des acteurs du projet et des populations concernées.

## Le Ministère de la Culture, de l’Artisanat et du Tourisme (MCAT)

Il appuie dans :

* la protection, la conservation, et la valorisation des œuvres du patrimoine culturel,
* l’élaboration et la mise en œuvre d’une politique de diversification et de valorisation des sites et produits touristiques,
* la politique de développement régional de la culture et des métiers de l’art,

D’autres institutions interviennent dans la procédure de réinstallation des populations :

* **Les Commissions foncières régionales :** Elles sont présidées par l’autorité administrative, et comprenant les élus locaux et les services techniques déconcentrés. Elles sont chargées de constater l’effectivité de la mise en valeur; de tenter de concilier les parties ou de donner son avis sur le montant des indemnités en cas d’expropriation pour cause d’utilité publique, ainsi que sur le prix d’acquisition des immeubles qui font l’objet d’une préemption et sur toute question qui touche à l’orientation foncière de la collectivité locale.
* **Les Commissions foncières et domaniales** jouent un rôle important en matière de réinstallation dans la mesure où elles peuvent entendre toute personne susceptible de leur apporter des renseignements sur la situation foncière de l’immeuble concerné. Elles peuvent à cet effet se faire assister par des fonctionnaires du Ministère chargé de l’Urbanisme. Chaque Collectivité locale dispose également d’une commission domaniale. C’est dans ce cadre que des Commissions domaniales existent dans les différentes communes urbaines et rurales Elles sont chargées de mettre en œuvre la politique foncière de la collectivité locale et de se prononcer sur les litiges qui existent au sein de leurs localités dans le domaine foncier. Leur avis technique permet aux élus locaux de se prononcer au cas où un problème est relatif à ce domaine.

En outre, la procédure de dédommagement des pertes agricoles, prévoie la mise en place d’une commission composée des représentants des services Etatiques (Service des domaines, service de l’Agriculture), de la CollectivitéTerritoriale concernée et de la structure d’appui chargée de la mise en place des installations.

Au préalable, une lettre de reconnaissance est adressée au responsable du service des domaines de l’Etat.

***Les services nationaux et régionaux de l’Agriculture*** sont responsables de l’évaluation qui sera faite pour dédommager les victimes dont les exploitations sont affectées. Il sera pris en compte surtout l’état phrénologique des exploitations pour déterminer le montant à payer lorsqu’il s’agit d’un verger ou même d’un périmètre maraîcher. Les résultats de l’évaluation de la parcelle sont à restituer à tous les membres en assemblée générale lorsqu’il s’agit d’une coopérative.

**4.5.6** **Essence de l’expropriation**

* **Procédures d’expropriation et de compensation**

Le titre VII du Code domanial et foncier est consacré à l’expropriation pour cause d’utilité publique et à l’occupation temporaire (art. 225-265).

* **Conditions de l’expropriation**

Ainsi, nul ne peut être exproprié si ce n’est pour une cause d’utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. L’expropriation qui ne s’applique qu’aux immeubles immatriculés est faite par l’autorité judiciaire (art. 225 et 226). En effet, le droit de propriété au Mali est stipulé dans l’article 13 de la Constitution : Le droit de propriété est garanti. Nul ne peut être exproprié que pour cause d'utilité publique et contre une juste et préalable indemnisation.

* **Procédure de l’expropriation**

Après la déclaration d’utilité publique, le ministre chargé des Domaines prend un arrêté de cessibilité indiquant que dans le délai d’un an à partir de l’arrêté, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation ou amélioration ne peut être effectuée sur les terrains situés dans une zone fixée dans ledit acte, sans une autorisation du ministre chargé des Domaines. Toutefois, l’arrêté doit intervenir au plus tard, un an après la déclaration d’utilité publique, sinon on considère que l’administration a renoncé à l’expropriation. Par ailleurs, l’arrêté de cessibilité ne peut être pris sans qu’il n’y’ ait une enquête de *commodo et incommodo*. Celle-ci sert également à déterminer les avantages et les inconvénients du projet pour le public. Dans ce cadre, le projet est déposé, avec un plan indiquant les titres fonciers concernés, à la mairie si les immeubles sont situés dans une Commune pendant une durée d'un mois à compter de la date de dépôt. L’avis de dépôt est fait par les soins de l’autorité administrative. En cas d’urgence, la durée de l’enquête peut être réduite à huit jours au lieu de 30. L’arrêté de cessibilité est publié au journal officiel et dans un journal d’annonces légales. Les propriétaires intéressés et les occupants ou les usagers notoires reçoivent notification de l’acte (art. 232).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification, les propriétaires intéressés sont tenus de donner la liste des locataires et de manière générale, tous les détenteurs de droits réels sur les immeubles. Dans le cas contraire, ils devront payer les éventuelles indemnités d’expropriation dues à ces derniers (art. 233).

A ce moment, commence la procédure d’entente à l’amiable sous la supervision d’une commission de trois personnes désignées par le ministre chargé des Domaines.

Le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue, dans la circonscription où se trouvent les immeubles objets de la procédure d'expropriation, est compétent pour prononcer l'expropriation et fixer le montant de l’indemnité d’expropriation en cas de mésentente.

Par ailleurs, l’article 26 du Code domanial et foncier précise que les détenteurs des terrains compris dans le domaine public et qui possèdent ce terrain en vertu d’un titre foncier ne pourront être dépossédés en cas de besoin d’intérêt public que moyennant le paiement d’une juste et préalable indemnité. Cette dépossession pourrait aussi concerner la démolition de constructions, l’enlèvement de clôtures ou de plantations. La procédure prévoit une Commission arbitrale de trois membres, dont l’un devra être désigné par le Ministre du Logement, des affaires foncières et de l’urbanisme, le second par le propriétaire et le troisième par les deux premiers. La commission fixe le montant de l’indemnité sur une base consensuelle. En cas d’absence d’accord, le juge administratif est saisi. Toutefois, si l’arbitre du propriétaire n’est pas désigné dans un délai d’un mois, c’est le juge qui le désigne.

Quand les détenteurs des terrains ne sont pas connus, l’administration publie par tout moyen approprié son intention d’entrer en possession desdits terrains et fait fixer la valeur par la commission arbitrale.

Les articles 131 à 137 du CDF prévoient aussi le retrait du droit en cas de non mise en valeur, insuffisante (les terrains nus ; les terrains ne comportant qu’une simple clôture ; les terrains bâtis ou exploités sur lesquels la valeur des impenses est inférieure à deux fois la valeur vénale du terrain au moment de l’engagement de la procédure de reprise).

* **Substance de l’indemnité d’expropriation**

L’indemnité d’expropriation est établie en tenant compte dans chaque cas, d’une part, «  de l’état et de la valeur actuelle des biens à la date du jugement d'expropriation ou de l'ordonnance autorisant la prise de possession à l'amiable… ». Et d’autre part de, «.la plus-value ou de la moins-value qui résulte, pour la partie de l'immeuble nom expropriée, de l'exécution de l'ouvrage projeté » (art. 240). Seul un dommage actuel, certain et directement causé par l’expropriation sera pris en charge (art. 241). C’est notamment le cas d’une PAP dont la maison est expropriée.

Concernant l’expertise du bien touché, elle devra être faite de manière indépendante. Toutefois, le propriétaire d'un bâtiment frappé en partie d'expropriation ou en cas de morcellement peut en exiger, sous certaines conditions, l'acquisition totale par une déclaration formelle adressée au président du tribunal avant le prononcé du jugement fixant l'indemnité (art. 243).

* **Paiement de l’indemnité et prise de possession**

L’indemnité est offerte à la personne touchée, dès la rédaction du procès-verbal de cession amiable ou dès le jugement d'expropriation (art. 247). Si la personne refuse de la recevoir ou s'il y a des oppositions ou un appel, l'administration doit consigner l'indemnité au trésor (art. 248). De même si le propriétaire présumé ne produit pas de titre, ou si le titre produit ne parait pas régulier, l'administration est tenue de consigner l'indemnité et un avis est inséré au journal et en même temps affiché au lieu de situation de l'immeuble exproprié. L’avis fait connaître le montant de l'indemnité et le nom du propriétaire présumé. Si dans le délai de six mois à dater de la publication au journal officiel, aucune opposition n'est parvenue, l'indemnité est versée entre les mains du propriétaire présumé (art. 249).

L’indemnité doit être acquittée ou consignée dans les six mois de l’acte de cession amiable ou du jugement du tribunal avec des intérêts de 10 % l'an courant de plein droit au profit du propriétaire à l'expiration de ce délai (art. 250).

L’administration entre en possession de l’immeuble dès le paiement de l'indemnité, ou dès sa consignation. En outre, si les immeubles acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants cause peuvent en demander la remise.

* **Transfèrement des terres ou immeubles expropriés au nom de l’Etat dans le livre foncier**

Dans le code domanial et foncier, la procédure d’expropriation tarde et s’étend largement sur les aspects sources de conflits (nature du titre de propriété…) et ceux liés à la réparation (indemnisation) de l’expropriation. Cependant, il est remarqué qu’après avoir acquis l’indemnisation, les anciens propriétaires ou leurs ayants droits reviennent occuper les mêmes domaines. Cette situation s’explique par le fait que l’Etat exproprie toujours au projet d’un projet ou d’une collectivité. Suite à l’indemnisation, la terre est affectée au projet ou à la collectivité. De facto, l’Etat a placé les terres sous la responsabilité du projet pour le bénéfice de ses activités. Si ces dernières tardent à démarrer et que le projet n’a pris aucune mesure pour sécuriser les terres transférée à son nom par l’Etat ; celles-ci se voient occupées à nouveaux souvent par des populations différentes des premiers ou les mêmes occupants entrainant ainsi le risque pour l’Etat d’une n-ième indemnisation. Le PACAM veillera à aménager à temps, les terres qui seront expropriées et mises à sa disposition pour les besoins de ses activités.

La législation foncière nationale est complétée par les lignes directrices de la Banque mondiale pour l’emprunteur (PO.4.12).

# PRINCIPES, OBJECTIFS ET PROCESSUS DE LA REINSTALLATION

## Principes et objectifs de la réinstallation

Un projet d’intérêt national qui doit reprendre des terres à des particuliers ou à des entreprises ne doit pas porter un préjudice à ces personnes. Les activités du PACAM ne vont pas occasionner des déplacements de populations (il pourrait y avoir cependant, sous forme limitée des dégradations ou la perte d’installations à but commercial, la perte partielle ou totale de champs, vergers, arbres, etc., et des pertes temporaires ou définitives d’activités socioéconomiques).Pour des cas similaires, les personnes physiques ou morales qui perdent des droits, ne serait-ce que de manière temporaire, doivent être indemnisées et assistées au moment opportun.

Le processus de réinstallation doit obéir à des règles de transparence et d’équité pour assurer aux personnes affectées des conditions satisfaisantes de déplacement. Les règles applicables en la matière sont les suivantes :

* éviter autant que possible les déplacements, sinon, transférer le moins de personnes possibles ;
* les personnes vulnérables que sont les femmes, les enfants, les jeunes sans emplois, les personnes âgées et les personnes vivant avec handicaps etc. doivent être assistées dans une opération d’expropriation, quelle que soit son ampleur ;
* toute réinstallation est fondée sur l’équité et la transparence, à cet effet, les populations seront consultées au préalable et négocieront les conditions de leur réinstallation ou de leur compensation de manière équitable et transparente à toutes les étapes de la procédure ;
* le Gouvernement du Mali assure un dédommagement juste et équitable des pertes subies et mène toute l’assistance nécessaire pour la réinstallation et toutes les indemnisations doivent être proportionnelles au degré d’impact du dommage subi ;
* si une personne affectée est, pour une raison ou une autre, plus vulnérable que la majorité des personnes affectées par le projet (PAP), elle est nécessairement assistée pour se réinstaller dans des conditions qui soient au moins équivalentes à celles d’avant ;
* le PAR (en cas de nécessité), mettra en exergue les impacts économiques directs d’une opération de réinstallation involontaire qui touchent les occupants du terrain quel que soit leur statut ;
* chaque PAR présentera en détail toutes les approches adoptées pour minimiser la réinstallation, avec une analyse des alternatives considérées et les actions à entreprendre ;
* le projet veille à informer, consulter et donner l’opportunité à ce que les PAP participent à toutes les étapes du processus (planification, mise en œuvre, suivi- évaluation) ;
* les activités de réinstallation involontaire et de compensation seront conçues et exécutées, comme un programme de développement durable ;
* les impacts du PACAM sur les biens et les personnes seront traités en conformité avec la réglementation nationale et la politique de la Banque mondiale relative à la réinstallation involontaire (PO 4.12). En cas de gap dans dispositions de la législation nationale, les lignes directrices de la PO 4.12 seront utilisées.

## Minimisation des déplacements

Conformément à la politique PO 4.12 de la Banque mondiale, le PACAM essaiera de minimiser, dans la mesure du possible, les déplacements par l'application des principes suivants:

* lorsque des bâtiments habités ou d’autres abris servant pour mener des activités économiques sont susceptibles d'être affectés par les travaux, leurs conceptions seront revues, y compris éventuellement à travers l’étude d’impact environnemental et social (EIES),afin d’éviter, dans la mesure du possible, les impacts sur ce type de bien, les déplacements et la réinstallation qu'ils entraîneraient ;
* lorsque l'impact sur les terres d'un ménage est tel que les moyens d'existence de ce ménage sont remis en cause, et même s'il n'est pas nécessaire de déplacer physiquement ce ménage, les équipes de conception devront revoir la conception de l’activité/projet pour éviter cet impact dans la mesure du possible;
* le coût de l'acquisition ou compensation des terrains, du déplacement éventuel des populations et de leur réinstallation sera inclus dans l'estimation des coûts pour en permettre l'évaluation complète ;
* dans la mesure où cela est techniquement possible, les équipements et infrastructures du projet seront localisés sur des espaces publics ou des emprises existantes.

## Mesures additionnelles d’atténuation

Les principes de réinstallation sont destinés à minimiser les impacts négatifs. Il convient cependant de tenir compte du fait qu’il ne sera pas toujours possible d’éviter les acquisitions de terre lors de la mise en œuvre des activités du projet. Dans ces cas de figure, et en sus des mesures de minimisation des impacts mentionnées ci-dessus, des mesures additionnelles d'atténuation relatives aux appuis et assistance aux personnes affectées seront également prises.

## Catégories et critères d’éligibilité

* **Catégories éligibles**

Les trois catégories suivantes sont éligibles aux bénéfices de la politique de réinstallation du projet:

* les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus);
* les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres ou autres, sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l’être dans le cadre d’un processus identifié dans le plan de réinstallation;
* les personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Les personnes relevant des alinéas (a) et (b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de l’alinéa (c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent CPRP, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée ci-dessous définie. Cependant, les personnes qui viendraient à occuper les zones à déplacer après la date limite ne sont pas éligibles à compensation ou à d'autres formes d'assistance.

Il est important aussi de noter qu’une communauté ou un groupe quelconque peut collectivement réclamer une indemnisation lorsque les biens perdus lui appartiennent.

* **Critères d’éligibilité**

De façon générale, c'est la nécessité d'une acquisition de terrain occupée ou exploitée par des personnes pour diverses raisons, par un sous projet, qui déclenche la politique de réinstallation involontaire. De ce fait, les personnes affectées par la réinstallation reçoivent soit une compensation pour les pertes subies soit une assistance nécessaire pour leur réinstallation (cf. matrice d’éligibilité ci-après) :

Les pertes éligibles à une compensation peuvent revêtir les formes suivantes :

1. Perte de terrain.
   * *Perte totale*
   * *Perte partielle*. Cette perte partielle peut concerner soit:

* une petite partie donnant l'opportunité de faire des réaménagements dans la partie restante ;
* soit une grande partie. Dans ce cas, le reste de la parcelle n'offre aucune possibilité de réaménagement. Ce cas est traité comme une perte complète.

1. Perte de structures et d'infrastructures.
   * *Perte totale*. Il s'agit de la destruction complète de structure et d'infrastructure telles que kiosques, boutiques, case d’habitation ou d’abri d’activité économique, clôtures, etc.
   * *Perte partielle*. Il s'agit d'une perte partielle de structures ou d'infrastructures offrant des opportunités de faire des réaménagements. Dans le cas contraire, on se retrouve dans le cas d'une perte complète.
2. Perte de revenus

Elle concerne les entreprises (boutiques, kiosque, etc.) les commerçants et les vendeurs (carburants, eaux fraiche, fruits, charbon de bois, etc.) et se rapporte à la période d'inactivité de l'entreprise durant la période de relocation.

1. Perte de droits

Elle concerne les locataires, les métayers, exploitants agricoles qui ne peuvent plus utiliser pour un certain temps, du fait du projet les infrastructures dont ils ne sont pas propriétaires.

Les interventions du PACAM ne vont pas engendrer une réinstallation générale ou zonale, mais plutôt des réinstallations limitées et temporaires.

Tableau 3 : Matrice d’éligibilité

| **Impact** | **Eligibilité** | **Droit à compensation ou réinstallation** |
| --- | --- | --- |
| Perte de terrain titré ou droit coutumier confirmé | Etre le titulaire d’un droit formel (titre foncier valide et enregistré) ou de droit coutumier reconnu. Le droit coutumier est constaté à l’issue d’une enquête publique et contradictoire. | Compensation de la parcelle à la valeur intégrale de remplacement ou Réinstallation sur une parcelle similaire |
| Perte de terrain cultivable et cultivé non titré ou non confirmé | Etre l’occupant reconnu d’une parcelle cultivable et cultivée relevant du domaine privé immobilier de l’Etat | Pas de compensation pour la parcelle, mais la perte de production sera compensée conformément à la loi |
| Perte de terrain non cultivé | - Communautés villageoises  - Agriculteurs  - Eleveurs  -Apiculteurs  - Chasseurs  - Thérapeutes traditionnels etc. | - Appui pour trouver de nouveaux sites d’exploitation (cultures maraîchères, apiculture etc.), appui à la reconversion et compensation de la perte de revenu encourue durant la période nécessaire pour rétablir l’activité sur un autre site ou durant la période de reconversion  - Appui pour trouver de nouveaux pâturages et de nouveaux couloirs de transhumance, appui à l’intensification de l’élevage et compensation de la perte de revenu encourue durant la période nécessaire pour rétablir l’activité sur un autre site  - Aménagement de couloirs de passage et des zones de pâturage  - Mise en place d’arboretum d’essences utilisées par les thérapeutes traditionnels |
| Perte de cultures | Etre reconnu comme ayant installé la culture | Confère chapitre 6 portant sur les méthodes d’évaluation et de compensation  Si Cultures pérennes : compensation à la valeur intégrale de remplacement de la culture considérée (prenant en considération la valeur du plant, le travail nécessaire au ré-établissement de la culture, et la perte de revenu pendant la période nécessaire au ré-établissement à la valeur du marché du produit considéré)  Cultures annuelles : si la culture est détruite avant d’avoir pu être moissonnée, compensation par l’équivalent d’une récolte de riz ou la valeur actuelle correspondante.  Arbres ne générant pas de revenus, sauf par la vente de bois de feu, compensation par la fourniture de plants et en payant le travail de plantation |
| Perte de bâtiment | Cas 1 : Propriétaire résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage et confirmé par l’enquête socio-économique  Cas 2 : Propriétaire non résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage et confirmé par l’enquête  Cas 3 : Locataire, reconnu comme locataire par le voisinage et confirmé par l’enquête socio-économique | Cas 1 : Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur du marché s’il est possible de se référer à des transactions pour ce type de bâtiment, plus indemnité de déménagement) ou Réinstallation dans un bâtiment de caractéristiques et de surface équivalentes ou supérieures et indemnité de déménagement  Cas 2 : Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur du marché s’il est possible de se référer à des transactions pour ce type de bâtiment)  Cas 3 : Compensation du coût du déplacement, comprenant (i) les frais encourus pour louer un logement similaire (trois mois de loyer de dépôt de garantie) et (ii) indemnité de déménagement |
| Déménagement | Etre résident et éligible à la réinstallation | Prise en charge du coût du déménagement, de préférence en nature (mise à disposition d’un véhicule pour transporter les effets personnels) |
| Perte d’activité commerciale ou artisanale | Etre reconnu par le voisinage et les autorités comme l’exploitant de l’activité (cas des kiosques, boutiques) | Compensation de la perte de revenu encourue durant la période nécessaire pour ré-établir l’activité sur un autre site, plus appui pendant une période considérée (6 mois) comme celle de l’adaptation à ces nouveaux sites |
| Perte d’emploi | Etre un employé d’une activité affectée | Compensation de la perte de salaire durant la période nécessaire à l’établissement de l’activité sur un autre site. |
| Changement dans les conditions d’exercice de la profession | Cas principalement des pêcheurs et des cueilleurs et à un degré moindre des éleveurs | Appuis structurels (formation, crédit) durant une période suffisante pour que ces professionnels puissent s’adapter à leur nouvel environnement et compensation de la perte de revenu pendant la période nécessaire à leur adaptation (6 mois) |

* **Indemnisation**

Les principes d'indemnisation seront les suivants:

* l'indemnisation sera réglée avant le déplacement ou l'occupation des terres;
* l'indemnisation sera payée à la valeur intégrale de remplacement à neuf.

Le tableau ci-dessous présente les principes de l’indemnisation selon l’impact et le type de réinstallation.

Tableau 4 : Principes de l’indemnisation selon la nature de l’impact subi

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Impacts** | **Réinstallation limitée** | **Réinstallation temporaire** |
| **Perte de terrain** | | |
| Perte complète | Remplacer le terrain |  |
| Perte partielle | Payer la partie acquise si le reste est utilisable, sinon traiter comme une perte complète |  |
| **Perte de structure** | | |
| Perte complète | Payer ou remplacer la structure |  |
| Perte partielle | Payer la partie perdue si le reste est utilisable, sinon, traiter comme une perte complète |  |
| **Perte de droits** | | |
| Locataire | Assistance à trouver un nouveau local pour une entreprise ou une relocation pour une famille | Assistance à trouver un nouveau local pour une entreprise ou une relocation pour une famille |
| **Perte de revenus** | | |
| Boutique | Coût de transfert d’inventaire, plus restitution du profit perdu pendant le transfert, et le cas échéant, remboursement des salaires des employés pendant le transfert | Coût de transfert d’inventaire, plus restitution du profit perdu pendant le transfert, et le cas échéant, remboursement des salaires des employés pendant le transfert |

Le Gouvernement doit s’assurer qu’un dédommagement juste et équitable soit assuré pour les pertes subies. Le dommage doit être directement lié à la perte de terre ou la restriction d’accès. L’indemnisation prendra en compte la valeur des infrastructures et superstructures (bâtiments, kiosque, clôtures, ateliers, etc.) ainsi que des pertes de cultures et d’essences forestières; les pertes de droits d’accès; les pertes de ressources éventuelles (commerces et autres activités formelles ou informelles génératrices de revenus).

## Date limite fixée ou date butoir

La date butoir ou date limite fixée est la date au-delà de laquelle les attributions de droits ne sont plus acceptées.

Toutes les personnes affectées par les activités du projet doivent bénéficier d’une indemnisation qui sera calculée à partir d’une date butoir. Selon la PO 4.12, une date limite d’attribution de droits sera déterminée, sur la base du calendrier d'exécution probable de la composante. La date limite est la date:

* de fin des opérations de recensement destinées à déterminer les ménages et les biens éligibles à compensation ;
* après laquelle les ménages qui arriveraient pour occuper les emprises ne seront pas éligibles.

## Impacts sur les revenus et assistance à la restauration des revenus

Un des principes clé de la politique de la Banque Mondiale sur la réinstallation involontaire est que les personnes affectées par la perte de terre doivent, après le déplacement, se porter économiquement mieux qu'avant le déplacement.

Si l'impact sur les terres est tel que les personnes sont affectées dans leurs moyens d'existence, la préférence doit être donnée à des solutions où la terre perdue est remplacée par un autre terrain plutôt que par une compensation monétaire. La politique de la Banque concerne également les personnes «économiquement déplacées», c'est-à-dire qui ne perdent pas forcément un terrain dont ils sont propriétaires, mais perdent leurs moyens de subsistance. Les mesures de restauration du niveau de vie seront précisées dans les PAR. Elles peuvent comprendre, à titre indicatif, les mesures suivantes: (i) l’inclusion systématique des personnes affectées parmi les bénéficiaires des activités du projet ; (ii) la promotion d’activités génératrices de revenus ; (iii) la formation et le renforcement des capacités etc.

## Principes généraux du processus de réinstallation

Si la mise en œuvre d’une activité exige une ou des opérations de réinstallation, le projet développera un Plan d’Action de Réinstallation (PAR) dont le processus de mise en œuvre suivra les étapes suivantes :

* information des acteurs concernés et autres parties prenantes ;
* définition du ou des sous-projet (s) à financer et détermination de la possibilité de réinstallation ;
* en cas de nécessité, définir le PAR ;
* approbation du Plan d’Action.

Le Gouvernement s’assurera que tous les acteurs qui bénéficieront d’un financement du PACAM sont bien informées de la nécessité de préparerun Plan d’Action de Réinstallation (PAR) dans le cas où des opérations d’expropriation et/ou de déplacement seraient opérées pour l’exécution des activités retenues. A cet effet, l’Unité de mise en œuvre du projet recrutera un Consultant qui sera chargé de divulguer l’information et d’apporter l’appui nécessaire aux différents acteurs. Il sera également chargé de la vérification de toute opération de réinstallation, la préparation du Plan d’action de réinstallation pour chaque zone (cercle, commune…) concernée.

# PREPARATION, REVUE ET APPROBATION DE LA REINSTALLATION

## Structure d’exécution des Plans d’Action de Réinstallation (PAR)

Le Plan d’Action de Réinstallation, préparé avec l’appui technique et financier du PACAM est effectué suite ou en même temps que l’EIES. .

## Etude de base et données socio-économiques

Un aspect important dans l’élaboration d’un PAR consiste à rassembler des données de base dans les zones visées par le projet pour évaluer les populations qui pourraient être affectées.

Les PAP (personnes affectées par le projet) peuvent se classer en trois groupes :

* celles qui ont des droits légaux officiels sur la terre qu’elles occupent ;
* celles qui n’ont pas de droits légaux officiels sur la terre qu’elles occupent, mais ont une revendication sur une terre qui est reconnue ou reconnaissable dans le cadre des lois nationales, locales ou traditionnelles ; enfin,
* celles qui n’ont pas de droit légal ou revendiqué reconnu sur la terre qu’ils occupent.

En résumé, le recensement renforce l’information qui (i) fournit une information initiale sur l’envergure des impacts ; (ii) donne une indication des recherches socioéconomiques encore nécessaires pour quantifier les pertes à compenser et, en cas de besoin, planifier les interventions de développement appropriées et (iii) définit des indicateurs qui peuvent être suivis et seront mesurés à une date ultérieure pendant le suivi et l’évaluation.

## Procédure d’expropriation

Au Mali la procédure d'expropriation comporte les étapes successives suivantes:

* une requête en expropriation, émanant d'un ministère ou d'une mairie qui souhaite réaliser l'expropriation, est transmise au Ministère chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières qui doit prendre, s'il accepte, un arrêté de requête en expropriation, lequel gèle les constructions dans le périmètre d'expropriation;
* un plan d'expropriation est établi, l'arrêté en fixe le contenu, qui est soumis à une enquête publique pendant 30 jours dans les communes concernées;
* une enquête immobilière est réalisée, son objectif est le recensement de tous les droits et de tous les ayant droits;
* Sur la base de l'enquête publique et de l'enquête immobilière, une déclaration d'utilité publique est prise, par arrêté du Ministre chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières.

Les commissions d’évaluation seront chargées de faire l'évaluation des indemnités à verser à l'occupant exproprié. .

## Préparation du Plan d’Action de Réinstallation

Lorsqu’un PAR est nécessaire, les études s’y rapportant sont entreprises par le PACAM et soumises à la Banque pour l’approbation finale.

Après consultation des personnes affectées, le Consultant, appuyé par le PACAM, élabore le Plan d’Action de Réinstallation. Les services faisant partie de la commission d’évaluation des impenses peuvent aider dans l’évaluation des actifs (terrains, plantes, arbres…) qui seront pris en compte dans le processus de réinstallation de la population.

Ainsi, le plan-type du Plan d’Action de réinstallation à élaborer comportera les éléments essentiels suivants :

* l’introduction ;
* la description et justification du programme ;
* la description de la zone du projet ;
* l’identification des impacts et des personnes affectées par le projet ;
* les données socio-économiques initiales issues du recensement et du diagnostic participatif dans le cadre du Cadre Procédural;
* les Taux et modalités des compensations ;
* la description de l’aide à la réinstallation et des activités de restauration des moyens d’existence ;
* un budget détaillé ;
* le calendrier d’exécution ;
* la description des responsabilités organisationnelles ;
* un plan de consultation et de participation du public

## Méthode d’évaluation des biens et détermination des taux de compensation

La terre et les biens seront évalués et compensés conformément aux directives suivantes : (i) les biens et les investissements (les bâtiments, les cultures, le travail…) conformément aux dispositions du plan de réinstallation ; (ii) l’éligibilité à une compensation ne sera pas accordée à des nouvelles personnes qui ont commencé d’occuper ou d’utiliser les sites du projet après la date butoir ; (iii) les valeurs de compensation seront basées sur les coûts de remplacement à la date à laquelle le remplacement sera effectué, ou à la date d’identification du projet, en prenant le montant le plus élevé ; (iv) les prix du marché pour les cultures (céréales….) seront fixés selon les valeurs déterminées par les services agricoles ou toute autre structure habilitée ; (v) les PAP qui perdent une terre relevant du droit coutumier recevront une parcelle équivalente.

## Formes de compensations

Plusieurs types de mesures compensatoires sont envisageables. En effet, la compensation des individus et des ménages sera effectuée en argent liquide, en nature, et/ou par une assistance. Le type de compensation sera retenu en concertation avec toutes les parties prenantes.

Tableau 5 : Formes de compensation

|  |  |
| --- | --- |
| **Types de compensation** | **Modalités** |
| Paiements en espèces | * L’indemnité sera calculée et payée en monnaie locale. Les taux seront ajustés pour l'inflation ; * la valorisation du terrain occupé (avec ou sans droits formels) prendra aussi en compte le coût des investissements effectués pour rendre le terrain viable ou productif ; * Les indemnités de désagrément, les frais de transport, les pertes de revenus et coût de la main-d’œuvre peuvent aussi être évalués en espèces si nécessaire. |
| Compensation en nature | * La compensation peut inclure des biens tels que les terrains, bâtiments et autres structures, jeunes plants, intrants agricoles et crédits financiers d’équipements. |
| Assistance | * L'assistance peut comporter les primes de compensation, aide alimentaire, transport, et la main- d'œuvre, ou matériaux de construction. |

## Compensation des terres

Les besoins en terre seront relativement faibles pour le PACAM. Les terres affectées par l'exécution du projet, cultivées ou non, seront remplacées par des terres de même type ou compensées en espèces au prix du marché. Une compensation en nature est toujours préconisée quand l’Etat doit exproprier des terres et la PO 4.12 va dans le même sens pour les personnes dont la terre constitue le principal moyen de subsistance. La révocation des droits d’utilisation par l’Etat peut et doit être compensée par la provision d’une ou de plusieurs parcelles similaires aux utilisateurs. Dans les cas où une compensation en nature n’est pas possible ou la PAP préfère une indemnisation monétaire, les commissions d’évaluation peuvent aider à rester dans une fourchette raisonnable des prix sur le marché et éviter les influences négatives des spéculateurs fonciers sur les prix des terrains.

## Compensation des productions agricoles

Le prix de compensation des productions agricoles est basé sur le prix au kilo sur le marché de la localité. Les rendements à l’hectare des différentes spéculations sont définis par une commission composée d’un représentant du service déconcentré de l’agriculture, du commerce, d’un représentant de la commune et du représentant de la communauté. Les cultures ne sont payées que dans le cas où l’expropriation est faite pendant la saison productive agricole. Normalement, les autorités doivent informer les utilisateurs de ne pas semer des terres expropriées et cultiver plutôt les parcelles déjà données en compensation.

Le calcul du montant de compensation des productions agricoles est basé sur le prix au kilo sur le marché de la localité, multiplié par le rendement à l’hectare du produit indiqué. Ce rendement devrait être déterminé par une commission d’évaluation. Cette compensation devra concerner notamment :

* les cultures vivrières (maïs, mil, etc.): le coût est ajusté aux taux courants du marché et représente la valeur d’une récolte ;
* les arbres fruitiers productifs: la compensation est évaluée en tenant compte de la production moyenne annuelle des différentes espèces et des prix du marché pour les récoltes des arbres adultes ; le coût de remplacement intègre les coûts d'aménagement, de plantation et d'entretien, jusqu'à la maturité des plants ;
* les arbres fruitiers non encore productifs : dans ce cas, le dédommagement concerne le coût d’acquisition et de remplacement des jeunes pousses, y compris les coûts d'aménagement.
* les cultures maraîchères : la valeur est ajustée au taux courant du marché et sur le nombre de cycle de production ;
* le Jardin potager : la perte de production d'un jardin potager destiné à la consommation quotidienne d'une famille déplacée est calculée sur la base des dépenses consacrées par un habitant de la ville pour l'achat de ces produits pendant une année, multiplié par le nombre de personnes dans la famille affectée. Le coût devrait être ajusté aux taux courants de la période ou les pertes sont subies et doit représenter le coût pendant une année au maximum.

## Compensation pour les bâtiments et infrastructures

L'évaluation des indemnités de compensation des bâtiments est effectuée par les Commission d’évaluation ad-hoc, mises en place par les autorités administratives, en rapport avec les collectivités locales, sur la base des coûts de remplacement des immeubles qui seront affectés par le projet. La compensation comprend les bâtiments et les infrastructures comme les immeubles, les maisons, les cases, les latrines, les clôtures, les poulaillers, les puits, etc. S’agissant des compensations en nature des infrastructures perdues, de nouvelles structures, de même superficie et de même qualité que les infrastructures détruites, sont reconstruites sur des terres de remplacement qui sont elles-mêmes acquises. Les prix du marché déterminent les valeurs. Le calcul des indemnités prend également en compte le coût du transport et la livraison des matériaux au site de remplacement ainsi que le coût de la main d'œuvre requise pour la construction de nouveaux bâtiments.

## Compensation pour perte de revenu pour les activités formelles et informelles

Les Personnes Affectées par le Projet sont privées de leurs sources de revenu pendant un certain temps. Même si l'infrastructure qu'elles doivent occuper est achevée avant le déménagement, il leur faut du temps pour avoir une nouvelle clientèle, du temps pour s'adapter au milieu et au type de concurrence en cours sur le nouveau site. Par conséquent, elles doivent bénéficier d’une compensation pour perte de revenu à l’issue d'une enquête socio- économique. La compensation devra couvrir toute la période transitoire et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle. Elle couvrira toute la période de transition et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle, que celles-ci soit dans le secteur formel ou pas.

## Calendrier de réinstallation

Un calendrier de réinstallation devra être prévu indiquant les activités à conduire, leurs dates et budget, en y insérant les commentaires pertinents. Il devra inclure toute activité complémentaire visant à estimer si les personnes réinstallées ont été ou non en mesure de rétablir leurs moyens d’existence/conditions de vie. Ce calendrier devra être conçu de manière à correspondre à l’agenda de conception et de réalisation des travaux et devra être présenté selon le modèle fourni dans le tableau ci-après

Tableau 5 : Calendrier de la réinstallation

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activité** |  | **Période de réalisation** | | | | **Responsable** |
|  | **An1** | **An2** | **An3** | **An 4** | **An5** |  |
| **I. Campagne d’information** |  |  |  |  |  |  |
| 1.1 Diffusion de l’information |  |  |  |  |  | Unité de mise en œuvre du projet, prestataires, représentants des producteurs et commerçants, responsables des collectivités locales |
| **II. Acquisition des terrains** |  |  |  |  |  |  |
| 2.1 Déclaration d’utilité publique |  |  |  |  |  | Ministre chargé des Domaines de l’Etat et des Affaires foncières (Décret pris en conseil des ministres) |
| 2.2 Evaluation des occupations |  |  |  |  |  | Commission d’évaluation |
| 2.3 Estimation des indemnités |  |  |  |  |  | Commission, prestataires |
| 2.4 Négociation des indemnités |  |  |  |  |  | Commission, prestataires |
| **III. Compensation et paiement aux PAP** |  |  |  |  |  |  |
| 3.1Mobilisation des fonds |  |  |  |  |  | Gouvernement du Mali |
| 3.2 Paiement des Compensations aux PAP |  |  |  |  |  | Gouvernement du Mali |
| **IV. Déplacement des installations et des personnes** |  |  |  |  |  |  |
| 4.1 Assistance au déplacement |  |  |  |  |  | Gouvernement du Mali |
| 4.2 Prise de possession des terrains |  |  |  |  |  | L’Etat |
| **V. Suivi et évaluation de la mise en œuvre des PAR** |  |  |  |  |  |  |
| 5.1 Suivi de la mise en œuvre des PAR |  |  |  |  |  | Unité de coordination PACAM, représentants des producteurs, commerçants, représentant des collectivités locales, représentant des PAP |
| 5.2 Evaluation de l’opération |  |  |  |  |  | Unité de coordination PACAM, représentants des producteurs, commerçants, représentant des collectivités locales, représentant des PAP |
| **VI. Début de la mise en œuvre des sous-projets** |  |  |  |  |  |  |

# GESTION DES PLAINTES ET CONFLITS



Les personnes qui sont négativement affectées par le projet doivent avoir à leur disposition un mécanisme clair et transparent de plaintes et gestion des conflits éventuels. Ce mécanisme impliquera l’Unité de mise en œuvre du projet (UMOP), le Comité de pilotage comme acteurs essentiels dans le mécanisme. En cas de désaccord, il sera bien possible pour toute personne affectée de saisir les instances juridiques. Cependant cette solution doit être utilisée comme ultime recours. La priorité devra être accordée au règlement à l’amiable des conflits.

Le processus de gestion des plaintes et conflits proposera les étapes suivantes : l’enregistrement de la plainte, la résolution à l’amiable et le recours à la justice.

# IDENTIFICATION, ASSISTANCE ET DISPOSITIONS A PREVOIR DANS LE PAR POUR LES GROUPES VULNERABLES

Le Mali dispose d’une politique sociale relativement avancée, cependant sa mise en œuvre connaît quelques difficultés sur le terrain surtout quand il s’agit d’assister des personnes sans emplois et sans ressources. Conformément à la PO 4.12 de la Banque Mondiale, on peut retenir que l'assistance aux groupes vulnérables dans le cadre d'un processus de réinstallation doit comprendre les points suivants:

* identification des groupes et des personnes vulnérables et identification des causes et conséquences de la vulnérabilité de ces groupes et/ou personnes. Cette identification sera réalisée lors de l’étude socio-économique des PAR. Aussi, elle sera vérifiée par le biais d'entretiens directs menés par les structures d’exécution du projet. Cette étape d'identification est essentielle car souvent, les personnes vulnérables ne participent pas aux réunions d'information avec le Projet, et leur existence peut demeurer inconnue si une démarche très active d'identification n'est adoptée en leur faveur;
* identification des mesures d'assistance nécessaires aux différentes étapes du processus: négociation, compensation, déplacement ;
* mise en œuvre des mesures d'assistance;
* suivi et poursuite de l'assistance après le déplacement si nécessaire, ou identification d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales, susceptibles de prendre le relais quand les interventions du projet prendront fin.

En pratique, l'assistance apportée peut prendre diverses formes, selon les besoins et demandes des personnes vulnérables concernées: Il s’agira entre autres d’une :

* assistance dans la procédure d'indemnisation ;
* assistance au cours de la période suivant le paiement afin que l'indemnité soit sécurisée (risque de vol ou mauvais usage);
* assistance durant le déplacement: pour fournir le moyen de déplacement (véhicule) et l’assistance rapprochée, aider la personne à trouver son site de réinstallation ;
* assistance dans la reconstruction: fournir un maçon ou des matériaux, ou carrément prendre en charge la reconstruction;
* assistance durant la période suivant le déplacement, surtout si les réseaux de solidarité (aide alimentaire, suivi sanitaire, etc.) dont bénéficiait le vulnérable ne peuvent être reconstitués immédiatement ;
* assistance médicale si nécessaire à des périodes critiques, notamment durant le déménagement et la transition qui vient immédiatement après.

# CONSULTATION DES PERSONNES AFFECTEES ET PARTICIPATION DU PUBLIC

Le PACAM est un projet qui a besoin d’une forte implication des Organisations coopératives de producteurs et de commerçants de céréales (maïs), des organisations coopératives dans la filière mangue (les producteurs, les transformateurs, les exportateurs, etc.), les Elus des collectivités locales, les chefs traditionnels, les communautés, les services déconcentrés de l’Etat, etc. Avant le démarrage de chaque processus de compensation, le projet doit mener des consultations et une large campagne d’information. Cette campagne concernera surtout les zones susceptibles d’être touchées et se poursuivra tout au long de la mise en œuvre du projet. Il est obligatoire que les PAP soient pleinement informées des intentions et des objectifs de réinstallation.

* **Consultation dans le cadre de la Politique de Réinstallation des Populations**

L’information et la consultation sur le processus de préparation du présent CPRP sont organisées comme suit:

* rencontres institutionnelles avec les acteurs concernés par le projet (cf. liste des personnes rencontrées);
* rencontres de personnes du secteur privé dans les segments de l’industrie aliment bétail et la mangue ;
* consultations locales dans les cercles de Sikasso, Koutiala, Kolondiéba, Bougouni et Yanfolila (liste personnes en annexes).

Les points discutés ont porté sur :

* l’expropriation et les conditions de réinstallation des PAP ;
* les mécanismes de gestion des conflits ;
* les personnes vulnérables dans les localités consultées ;
* les craintes et suggestion en cas de réinstallation.

Figure 2 : Taux de participation générale aux consultations publiques

Tableau 6 : Synthèse des consultations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Points discutés** | **Préoccupation et craintes sur le Projet PACAM** | **Recommandations** |
| la question de la réinstallation liée au projet | * Que faire des occupants illicites qui pourraient être sur certaines pistes : vendeurs de bois, de charbon, carburant, etc. ? * Quelles sont les mesures de compensation prévue ? * Quels sont les critères de choix du site des infrastructures ? * A qui appartiendront les infrastructures ?   La vulnérabilité dans la zone du projet notamment les femmes, les enfants, les jeunes sans emplois, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap | * Manifestation de la volonté de L’APLS (Association des Acheteurs des produits locaux de Sikasso) à mettre à la disposition du projet un terrain de 50 m2 avec titre foncier bâtir les magasins. La zone industrielle de Sikasso également peut servir pour bâtir les infrastructures du projet. * Manifestation de la Kopak (Coopérative des commerçants des produits locaux de Koutiala) à mettre à la disposition du projet un espace avec titre foncier pour bâtir les magasins, * Privilégier le dispositif local de gestion en cas de conflits * Mettre en place des commissions techniques en cas d’expropriation/réinstallation * Privilégier l’emploi local pendant la mise en œuvre du projet, * implication des acteurs concernée par la filière dans les activités du projet, * Responsabiliser les acteurs dans la mise en œuvre du projet, * Indemnisation de toutes les personnes dont les biens seraient touchés * Confier la gestion des infrastructures aux producteurs * Renforcer la capacité des centres de conditionnement existants, * Construire des magasins et non des silos * Construire et équiper des centres de collecte de grandes dimensions, * Concerter les coopératives dans toutes les phases du projet, * Privilégier le recrutement local dans les infrastructures mises en place |



**Centre de conditionnement mangue-Sikasso**



**Union des sociétés coopératives des producteurs Yanfolila.**

****

**Mairie de Kolondiéba**

****

**BOUGOUNI : Coopérative de séchage et de transformation des produits agro-alimentaire**

****

Coopérative des commerçants des produits locaux de Koutiala (COPAK)

Pendant les études, le projet veillera à organiser une large consultation et obtenir l’engagement des communautés locales et des personnes affectées. Aussi les personnes affectées seront informées des intentions d’utiliser les sites repérés pour les activités du projet. Les personnes affectées doivent être mises au courant de :

* leurs options et droits concernant la réinstallation et les compensations ;
* les options spécifiques techniquement et économiquement réalisables pour les sites de réinstallation ;
* les procédures et les dates proposées pour la réinstallation et la compensation ;
* les taux effectifs de compensation au coût intégral de remplacement pour la perte des biens et des services ;
* les mesures et les coûts proposés pour maintenir ou améliorer leur niveau de vie.

Les consultations publiques au stade des études poursuivent les objectifs suivants :

* réussir auprès des communautés une appropriation du projet et de ses activités;
* inviter les acteurs clés (producteurs, commerçants, etc.) et les représentants des communautés à contribuer et à participer au choix des sites des nouvelles infrastructures à construire par le projet ;
* responsabiliser les acteurs (producteurs, commerçants, etc.) et les représentants des communautés dans l’exécution du projet;
* responsabiliser les acteurs (producteurs, commerçants, etc.) et les représentants des communautés pour la gestion et l’entretien des infrastructures à long terme.

Pendant ces consultations publiques, il est important de réussir à négocier les compensations, identifier et régler les conflits. Pour la réussite de l’exécution des PARs, le règlement des plaintes un élément très important.

* **Diffusion de l’information au public**

En termes de diffusion publique de l'information, en conformité avec la PO 4.12, le présent CPRP ainsi que les PAR qui seraient élaborés seront mis à la disposition des personnes affectées et des ONG locales, dans un lieu accessible, sous une forme et dans une langue qui leur soient compréhensibles. Dans le cadre du PACAM, la diffusion des informations au public suivra le cheminement suivant :

* les communiqués radio diffusés en langues nationales, les journaux, etc.,
* la mise à disposition de l’information auprès des autorités administratives et coutumières qui, à leur tour informeront les populations par les canaux à leur disposition,
* la diffusion de l’information en direction de l’ensemble des acteurs : autorités administratives et municipales; communautés de base (association/ONG, groupements des femmes, autorités religieuses, etc.).

# RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLES

## Responsabilités de l’exécution de la réinstallation

La réussite d’une opération de réinstallation repose également sur une structure organisationnelle dotée d’un personnel compétent et responsabilisés.

Les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre du CPR doivent être clairement définis et bien coordonnés (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 7 : Arrangements institutionnels de mise en œuvre

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs institutionnels** | **Responsabilités** |
| Unité de mise en œuvre du PACAM; | * Diffusion du CPRP * Approbation et diffusion des PAR * Supervision de la réinstallation |
| Comité de Pilotage du PACAM ; | * Diffusion du CPRP * Supervision de la réinstallation |
| Autorités administratives | * Mise en place des commissions d’évaluation et de conciliation * Suivi de la procédure d’expropriation |
| Responsables des collectivités locales | * Diffusion du PAR, * Suivi de la réinstallation * Information et mobilisation des PAP, * Résolution des conflits, * Identification et libération des sites, |
| Commissions foncières et domaniales | * ’Enregistrement des plaintes et réclamations, * Traitement et résolution des conflits à l’amiable, * Recours (si nécessaire) à l’arbitrage des sages et des autorités locales : Chef de quartier, Chef de village, Maire) |
| ONG d’appui | * Information, formation, sensibilisation |
| Unité de mise en œuvre du PACAM | * Recrutement de l’expert en charge de la mise en œuvre des politiques de sauvegardes * Recrutement du Consultants en charge des études socioéconomiques, les PAR et le S&E * Responsabilité du décret de cessibilité en relation avec les services des domaines * Evaluation de la mise en œuvre |
| Expert chargé la mise en œuvre des politiques de sauvegardes; | * Suivi de la réinstallation et des indemnisations des PAP, * Supervision et soumission des rapports d’activités à l’Unité de mise en œuvre du PACAM |
| Commissions d’évaluation | * Evaluation des biens affectés * Libération des emprises |
| Commission de conciliation et de suivi | * Enregistrement des plaintes et réclamations * Validation du processus d’identification, d’évaluation des biens et d’indemnisation |
| Communautés locales ; | * Participation aux activités du projet * Participation au suivi et évaluation |

## Responsabilités de l’entité chargée de l’exécution du programme

L’unité de mise en œuvre du projet les Commissions de compensation, les autorités administratives et les responsables des collectivités locales des zones identifiées auront la responsabilité de la coordination de l'ensemble des actions de réinstallation. Cela inclut les tâches et responsabilités suivantes:

* recourir à des experts socio-économistes au sein des structures en charge de la coordination de tous les aspects sociaux du programme, y compris la mise en œuvre des dispositions de Cadre de Politique de Réinstallation des Populations ;
* assurer que l'exigence de minimisation du déplacement et de la réinstallation est prise en compte dans la conception des activités au niveau de la zone du programme;
* évaluer les impacts de chaque activité en termes de déplacement, et pré-identifier les activités qui doivent faire l'objet de PAR ;
* faire en sorte que les procédures d'expropriation soient lancées là où besoin sera (préparation des plans d'expropriation, et élaboration par les autorités compétentes des arrêtés de requête en expropriation) ;
* sélectionner et recruter les consultants en charge de la préparation des PAR ;
* assurer le respect des termes de référence, des délais et de la qualité par ces consultants ;
* veiller à ce que la consultation et l'information aient lieu au moment opportun et aux lieux indiqués, en liaison avec toutes les parties prenantes telles que les autorités régionales et locales, les comités locaux de suivi, les représentants des producteurs, commerçants et populations, les ONG et les organisations communautaires ;
* superviser la mise en œuvre des actions de suivi et d'évaluation.

La responsabilité de l’exécution des PAR relève de l’unité de coordination du PACAM, des autorités administratives et responsables des collectivités des sites concernés, qui peuvent solliciter à cet effet un organisme spécialisé (ONG, Consultant/bureau d’études) qui agira sous la supervision de ces dernières. L’organisme spécialisé (ou l’ONG) sera lié à l’Unité de coordination du PACAM par un contrat de prestation de service. Le prestataire pourrait être sélectionné pour l’exécution d’un ou plusieurs PAR, suivant la consistance des projets/activités et leur impact en terme de réinstallation. Il aura pour tâches de: (i) mener en relation avec toutes les parties prenantes, des enquêtes pour identifier les occupants, évaluer les biens touchés et déterminer leur valeur; (ii) préparer la déclaration d'utilité publique qui intégrera la liste des biens et des personnes affectés ainsi que les propositions d'indemnisation; (iii) exécuter les mesures de réinstallation et/ou de compensation.

***Le Ministère de l’Agriculture*** participera également à l’adoption et la diffusion des informations issues du CPRPP et des PAR au niveau des acteurs intentionnels. Elle coordonnera le recensement exhaustif des populations, la libération des emprises, la mise à disposition des terres la mobilisation du financement de la compensation due à la réinstallation et les paiements pour la compensation des PAP, en rapport avec les services du Ministère chargé des finances.

***L’Unité de coordination du projet*** *v*a désigner au sein de la Cellule de Sauvegarde Environnementale et Sociale un Spécialiste en développement Social qui va assurer la coordination des aspects sociaux des composantes. L’Unité de coordination du projet va aussi recruter les consultants ou ONG qui effectueront l’inventaire des impacts physiques, socioéconomiques des sous-composantes et le dressage du profil socio-économique des PAP.

***Le ministère chargé des affaires domanial et foncières*** va suivre la procédure de Déclaration d’utilité publique et mettra en place les Commission d’évaluation et d’indemnisation (Evaluation des biens et des personnes affectées ; Procédure de paiement des compensations).

Dans chaque ***Collectivité Territoriale ciblée***, les élus locaux vont s’appuyer sur les Commissions foncières et domaniales existantes pour leur faire jouer aussi une fonction de réclamation, de conciliation et de suivi qui vont assurer le suivi de proximité de la mise en œuvre des recommandations du CPRP et des activités des PAR. Ces Commissions procéderont à l’enregistrement des plaintes et réclamations, participeront au mécanisme de traitement et de résolution des conflits (notamment à l’amiable, avec le recours à l’arbitrage des sages et des autorités locales : Chef de quartier, Chef de village, Maire), notamment en cas d’opération déplacement/réinstallation/indemnisation. Les Communes vont assurer la mise en œuvre des PAR, en rapport avec les populations locales concernées.

## Ressources - Soutien technique et renforcement des capacités

Il est important que les capacités des acteurs institutionnels impliqués dans la mise en œuvre de la réinstallation, mais aussi les Opérateurs privés, soient renforcés à travers des sessions de formation sur la OP 4.12 et sur les outils, procédures et contenu de la réinstallation (CPRPP, PAR, etc.). Il s’agira d’organiser un atelier de formation regroupant les autres structures techniques impliquées dans a mise en œuvre du CPRPP et des PAR. La formation pourra être assurée par des personnes ressources compétentes en la matière.

## Plan d’exécution du programme de réinstallation

Le programme d’exécution du CPRPP doit reposer sur un plan logique et cohérent comprenant la validation du sous-projet, le paiement des compensations et la réalisation des travaux d’aménagement. Le plan d’exécution du programme de réinstallation couvre trois phases : la planification ; la mise en œuvre de la réinstallation et enfin le suivi et évaluation.

*a) La planification*

Dans le cadre du PACAM, les entités concernées par la réinstallation (l’Unité de coordination du projet, Communes, ONG et associations impliquées…) doivent préparer une fiche de sélection de sous-projet puis examineront les droits fonciers et identifieront les propriétaires et occupants. Sur la base de cette première identification, il sera décidé s’il y aura préparation ou non des PAR.

***b) La mise en œuvre de la réinstallation***

Une fois que le PAR est approuvé par les différentes entités concernées par le projet, en rapport avec toutes les parties prenantes et par la Banque mondiale, l’Unité de coordination du PACAM peut mettre en œuvre les opérations de réinstallation. Il est important que la mise en œuvre de la réinstallation soit achevée avant que les travaux d’aménagement ne commencent.

En vue d’assurer une meilleure coordination dans la mise en œuvre du plan, il est nécessaire de respecter une chronologie d’étape de mise en œuvre dont le détail est présenté comme suit :

Etape 1:

* Information/sensibilisation de la population ;
* Recensement exhaustif des populations affectées à l'intérieur de la zone touchée ;
* Identification des problèmes environnementaux et sociaux ;
* Diffusion des PAR et particulièrement auprès des populations affectées.

Etape 2:

* Elaboration des plans finaux d’aménagement ;
* Accords sur l’alternative d’aménagement la plus optimale ;
* Information sur la date du recasement.

Etape 3 :

* Consultation, entretien avec les personnes affectées sur le projet ;
* Notification sur les évictions, présentations des droits et options ;
* Procédure d’identification; chaque droit sera purgé avec une carte d'identité. Il sera donné aux personnes affectées un accord écrit sur leurs droits et le soutien dans le cadre du projet;
* Implication des groupes de consultation et de facilitation.

Etape 4:

* Retour aux populations affectées dans un temps raisonnable, finalisation des choix relatifs des différentes options ;
* Problèmes relatifs à l’identification et options convenues ;
* Actualisation des informations relatives aux impacts du projet, ajustement des coûts et budget du plan d'action de réinstallation.

Etape 5*:*

* Exécution du plan d'action de réinstallation à l'intérieur des zones affectées ;
* Suivi et documentation montrant que le recasement, la compensation et les autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés ; l'assistance pour remplacer les biens perdus, les charges de la période de transition et l'accès à des installations d'échange seront rendus disponibles avant que les personnes affectées ne soient appelées à bouger ou à abandonner leurs biens ;
* D'autres mécanismes de soutien, comme l'aide aux moyens d'existence, doivent être initiés;
* Evaluation de la mise en œuvre des PAR.

## Principes fondamentaux de la mise en œuvre de la réinstallation

***La coordination:*** elle devra être assurée par l’Unité de coordination du projet à travers l’Expert chargé de la réinstallation : recasement, compensation des personnes affectées.

***La collaboration avec d'autres structures et institutions :*** *d*es structures comme les ONG et les associations peuvent être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de recasement et de compensation. Elles peuvent être sollicitées au niveau du processus de consultation et de participation ou en tant qu'acteur neutre dans le suivi - évaluation des mesures de recasement et de compensation.

***La collaboration avec d'autres départements ministériels:*** sont généralement concernés, le ministère des finances, celui chargé des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de l'Habitat, celui de l'environnement, le ministère chargé de l'administration territoriale et des collectivités décentralisées, etc. Un effort doit être entrepris pour coordonner les prérogatives et les compétences de ces différents départements pour atteindre l'objectif principal de ce cadre: l'amélioration ou au moins le maintien du niveau de vie d'avant le projet des personnes affectées.

***La transparence et la bonne gestion et aussi le traitement équitable des personnes affectées :*** doivent être l'une des résultantes de la coopération des différentes institutions. La mise en œuvre des déplacements forcés ainsi que l'application des lois et règles établies dans ce domaine sont assurées par des structures étatiques, appuyées en cela par d'autres types d'institutions comme les collectivités territoriales, les ONG, etc. L'Etat intervient à travers son administration centrale et ses organes déconcentrés.

# SUIVI ET EVALUATION

Les dispositions pour le suivi et l’évaluation visent à s’assurer, d’une part, que les actions proposées sont mises en œuvre de la façon prévue et dans les délais établis et, d’autre part, que les résultats attendus sont atteints. Lorsque des déficiences ou des difficultés sont observées, le suivi et l’évaluation permettent d’enclencher des mesures correctives appropriées

Un plan de suivi sera nécessaire pour pouvoir évaluer si les buts des plans de réinstallation et de compensation ont été atteints. Le plan de suivi indiquera les paramètres du suivi, placera des points de repère et désignera les personnes ou les institutions qui seront chargées d’accomplir les activités de suivi.

Les arrangements pour le suivi et l’évaluation des activités de la réinstallation et des compensations s’inséreront dans le programme global de suivi de l’ensemble du projet.

**Suivi interne:** le PACAM, avec l’appui du spécialiste des mesures de sauvegardes mettront en place un système de suivi qui permettra de/d’ :

* alerter les autorités du projet de la nécessité d’acquérir des terres et des procédures d’acquisition nécessaires aux activités du projet et le besoin d’incorporer l’acquisition des terres, la réinstallation, la perte de biens et l’impact sur les moyens d’existence dans les spécifications techniques et les budgets lors de la planification ;
* fournir une information actualisée sur la procédure d’évaluation et de négociation
* Maintenir à jour les registres de toutes les plaintes auxquelles une solution devra être trouvée ;
* documenter l’exécution de toutes les obligations de réinstallation du projet (à savoir le paiement des montants convenus, la construction de nouvelles structures, etc.) pour toutes les pertes temporaires ou définitives, ainsi que tout dommage supplémentaire de construction non prévue ;
* maintenir la base de données à jour sur les changements sur le terrain pendant l’exécution des activités de réinstallation et de compensation. Des évaluations périodiques seront faites afin de déterminer si les PAP ont été entièrement payées avant l’exécution des activités du sous-projet, et si elles jouissent d’un niveau de vie égal ou supérieur à celui qu’elles avaient auparavant.

**Suivi Externe:** il permettra de déterminer si :

* les personnes affectées ont été entièrement payées et avant l’exécution du sous-projet ;
* l’impact sur les personnes affectées par le sous-projet est tel qu’elles ont maintenant un niveau de vie égal ou supérieur à leur niveau de vie antérieur, ou si elles se sont appauvries.
* **Indicateurs de Suivi-évaluation**

Les indicateurs aideront à s’assurer que les actions inscrites aux programmes de travail de l’unité de coordination sont exécutées, et dans les délais et que les coûts des mesures sont conformes aux budgets.

Les indicateurs ci-dessous pourraient être utilisés pour suivre et évaluer la mise en œuvre des plans de réinstallation involontaire.

Tableau 8 : Indicateurs de produits habituellement utilisés en réinstallation

|  |
| --- |
| * Nombre de PAR exécutés dans les délais * Nombre de PAP sensibilisées; * Nombre personnes affectées, compensés à temps et réinstallés par le Projet ; * Nombre de PAP ayant participé au processus (préparation des PAR) évaluation, indemnisation, réinstallation, etc.) * Nombre de conflits et de griefs légitimes résolus. |

# BUDGET ESTIMATIF ET SOURCE DE FINANCEMENT

## Budget estimatif

Au stade actuel ou les sites des infrastructures ne sont pas encore connus, et que le nombre de PAP ne peut encore être déterminé, il n’est pas possible de fournir une estimation du coût global de la réinstallation et de la compensation. Le budget total sera déterminé suite aux études socio-économiques. Toutefois, l’estimation faite ci-dessous permet de provisionner le financement éventuel lié à la réinstallation. Ces coûts comprendront :

* les coûts d’acquisition des terres pour libérer les emprises ;
* les coûts de compensation des pertes (agricoles, activités socio-économiques, etc.);
* les coûts de réalisation et du suivi des PAR éventuels ;
* les coûts de sensibilisation et de consultation publique ;
* les coûts de formation des Agents de PACAM et des membres des commissions d’évaluation ;
* le coût du suivi et évaluation ;
* le cout des divers imprévus.

Tableau 9 : Estimation du coût de la réinstallation

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités** | **Coût total FCFA** |
| Acquisition (possible) de terres (localisation et surface requise à déterminer) | A déterminer en fonction de la localisation et de la surface |
| Pertes (ressources agricoles, économiques) | A déterminer en fonction de la localisation et de la surface |
| Pertes d’actifs, d’accès aux actifs ou aux moyens d’existence, ainsi que toute autre assistance par le PAR | A déterminer en fonction de la localisation et de la surface |
| Provision pour la réalisation et mise en œuvre des PAR éventuels | 160  000 000 |
| Sensibilisation des collectivités territoriales, ONGs et Associations locales sur le processus de réinstallation | 30 000 000 |
| Formation du l’Unité de coordination du PACAM, des membres des commissions d’évaluation et de réinstallation et des acteurs impliqués dans le processus de la réinstallation | 30 000 000 |
| Suivi Evaluation | 20 000 000 |
| Cout des imprévus (5%) | 12 000 000 |
| TOTAL | 1. 000 000 |

## Sources de financement

Le Gouvernement malien assume la responsabilité de remplir les conditions contenues dans le présent CPR.

Il veillera à ce qu’il dispose des ressources nécessaires pour s’acquitter de toutes les compensations notamment celles liées aux pertes de ressources agricoles et économiques, d’actifs ou de moyens d’existence, à l’acquisition de terre ; et toute autre assistance signalé dans le PAR. Ainsi, le Gouvernement malien aura à financer la compensation due à la réinstallation des populations affectées par la réalisation des activités du projet.

Quant au projet PACAM, il financera sur les ressources allouées au projet (sur financement IDA), le renforcement des capacités, la réalisation et la mise en œuvre des PAR éventuels, le suivi/évaluation, l’assistance à la réinstallation y compris les mesures d’assistance à destination des groupes vulnérables et les mesures de viabilisation sociale et environnementale d’éventuels sites de recasement.

1. L’expression “Alliance Productive” est utilisée pour décrire un type de collaboration spécifique entre le secteur public et le secteur privé visant à faciliter l’accès des producteurs associés aux marchés. Plus précisément, une alliance productive est représentée par tout type d’accord de collaboration entre un producteur et une entreprise agro-industrielle, qui cherche à réduire les risques techniques, commerciaux, financiers et/ou sociaux dans sa recherche de revenus. Ces alliances sont développées au sein de chaines de valeur données, d’une manière où elles créent une situation « gagnant-gagnant » pour tous les participants ([*Productive Alliances in Latin America and the Caribbean*, FAO](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/AGRO_Noticias/docs/Productive%20Alliances%20in%20Latin%20America%20-%20Carmine%20Paolo%20de%20Salvo.pdf)) [↑](#footnote-ref-1)
2. Environ 1 000 km de routes rurales, donnant accès à environ 60 000 tonnes de mangues exportables, ont été identifiées par des parties prenantes (IFM, unités de transformation) comme nécessitant des améliorations pour permettre une collecte et un transport des mangues efficace dans les zones de production, en particulier pendant la saison des pluies. Une priorisation basée sur la valeur des mangues à collecter par km de route sera faite par le Projet pour sélectionner les 200 km qui permettront de débloquer la plus grande valeur de mangues exportables. Après la mise à niveau des routes, 35 000 tonnes de mangues supplémentaires devraient être plus facilement accessibles. Les infrastructures post-récoltes qui seront mises à niveau ou construites permettront un premier tri des mangues, évitant des frais de transport inutiles, et réduisant les pertes (*Étude d’identification des pistes/routes d’accès et des sites d’installation des centres de collecte de mangues dans les bassins de production de la région de Sikasso – Rapport provisoire,*décembre2015, PACAM) [↑](#footnote-ref-2)